

CÉLINE & CELINE

LA DIVA CHANTE-T-ELLE DE LA MÊME FAÇON EN FRANÇAIS QU'EN ANGLAIS? DES EXPERTS ET NOS CRITIQUES SE PRONONCENT

RADAR PAGES 1 À 3

NE MANQUEZ PAS NOS MOTS CROISÉS SUR **CÉLINE DION** RADAR PAGE 4



CÉLINE DION

cyberpresse.ca

LA PRESSE

LE VOL 182 D'AIR INDIA

CHRONIQUE D'UN CAFOUILLAGE DÉSASTREUX

UN REPORTAGE D'AGNÈS GRUDA
PAGES A2 ET A3



COUPE STANLEY
LES SÉNATEURS ACCÈDENT À LA FINALE
SPORTS PAGES 1 ET 3

DEMAIN, LUNDI, LA PRESSE NE PARAÎT PAS. À MARDI!

BRAS DE FER ENTRE LA STM ET LES EMPLOYÉS D'ENTRETIEN

LA GRÈVE SEMBLE INÉVITABLE

ÉRIC CLÉMENT ET KARIM BENESSAIEH

À moins d'un revirement inattendu, les Montréalais subiront

mardi une autre grève des transports en commun, la deuxième en moins de quatre ans.

Malgré des négociations qui se sont poursuivies toute la journée

hier, la Société de transport de Montréal (STM) et ses employés d'entretien n'ont pas trouvé de terrain d'entente. Les deux parties se sont également abstenues

de commenter le contenu des discussions.

► Voir GRÈVE en page A12



MÉFIEZ-VOUS DES VOITURES TRAFIQUÉES
À VOS AFFAIRES PAGES 1 À 3



SURVIVRE À UN CITRON
AUTO PAGES 1 ET 21

La nouvelle guerre de Michael Moore



PHOTO YVES HERMAN, REUTERS

Le réalisateur Michael Moore, une vedette à Cannes.

Sicko, un pamphlet contre le système de santé aux États-Unis

LOUIS-BERNARD ROBITAILLE COLLABORATION SPÉCIALE

CANNES — Michael Moore a tous les défauts du monde, à commencer par une solide mauvaise foi quand la réalité le dérange.

Mais il est le seul aux États-Unis à avoir le courage de battre efficacement le tambour pour dénoncer des scandales flagrants: armes en vente libre, guerre en Irak, et maintenant le système de santé « barbare » aux

États-Unis. *Sicko*, son nouveau documentaire, est peut-être déjà dans l'œil de la justice américaine avant même sa sortie, prévue le 29 juin.

► Voir MOORE en page A12

Le monde du corps à l'état brut

Visite surréaliste au « Plastinarium » de l'anatomiste de Guben

MARC THIBODEAU

GUBEN, Allemagne — Sous le regard attentif de quelques visiteurs intrigués, Mike Kruspe s'affaire au milieu d'une grande pièce sur la jambe découverte d'un cadavre enveloppé d'un drap blanc. Armé d'un scalpel, l'homme de 36 ans retire du gras jaunâtre, qu'il dépose dans un petit plat métallique placé sur la poitrine du défunt anonyme. Son but: mettre au jour la structure musculaire pour faire un modèle qui servira à des fins d'enseignement.

► Voir CORPS en page A11

PLAN DE TRANSPORT
L'OEUVRE « HUMANITAIRE » DU MAIRE TREMBLAY
PAGE A6

Mon clin d'œil
STÉPHANE LAPORTE
En plus de prendre nos impôts, Ottawa veut aussi prendre notre Coupe!
- Un souverainiste tentant de rallumer le feu.
Venez voir mon blogue!
cyberpresse.ca/laporte



DIM 6.2192412352.3

Canon

Captez l'émotion



EOS REBEL XTi 10.1 MP

- Capteur CCD de 10,1 mégapixels
- Mise au point ultra rapide
- Système antipoussière
- Écran ACL de 2,5 pouces
- Incluant un objectif 18-55 mm

999⁹⁹⁹\$



Appareil photo SD800 449⁹⁹⁹\$

- 7,1 mégapixels
- Stabilisateur d'image
- Zoom 28-105 mm



Caméscope HV20 1 289⁹⁹⁹\$

- Format d'image 16:9 HD
- Capteur d'image CMOS
- Stabilisateur optique d'image

COFFRET PHOTO NUMÉRIQUE

- 100 impressions photos 4"x6"
- 3 agrandissements 8"x10"
- 1 CD de vos photos archivées

49\$ chaque coffret

Achetez 2 coffrets et obtenez le 3^e gratuitement



L.L. Lozeau

LE GRAND CHEF DE LA PHOTOGRAPHIE
6229, St-Hubert | 514.274.6577
Montréal (Québec) | www.lozeau.com

lozeau.com Accord D Desjardins METRO Valide jusqu'au 26 mai 2007

LE VOL 182 D'AIR INDIA

DES TÉMOIGNAGES-CHOCS

AGNÈS GRUDA

Depuis la fin avril, la Commission d'enquête sur la tragédie d'Air India se penche sur les opérations policières et de sécurité qui ont eu lieu avant l'attentat. Résultat : une succession de témoignages-chocs.

30 AVRIL

L'ex-agent Rick Crook révèle que la police de Vancouver avait été prévenue huit mois avant l'attentat de 1985 contre Air India que des militants sikhs planifiaient une attaque contre cette ligne aérienne.

3 MAI

Le lieutenant-gouverneur de l'Ontario, ex-fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, **James Bartleman**, dit avoir intercepté en juin 9 mai 1985 des renseignements annonçant un attentat contre le prochain vol d'Air India. L'officier de la GRC à qui il a transmis l'information lui répond de le laisser faire son travail.

9 MAI

Un ancien policier de la Sûreté du Québec, **Serge Carignan**, affirme qu'il aurait probablement pu empê-

cher l'attentat si on lui avait donné la chance d'examiner les bagages avant que l'appareil ne quitte l'aéroport de Mirabel, à Montréal. Au moment où il est arrivé à Mirabel en compagnie de son chien renifleur Arko, l'avion était déjà parti.

16 MAI

Daniel Lalonde : ex-agent de la compagnie de sécurité Burns, il affirme avoir entendu un responsable de la sécurité d'Air India et un autre homme, employé d'Air Canada ou du ministère fédéral des Transports, conclure qu'il coûterait trop cher de maintenir l'avion sur la piste et décider de le laisser décoller.

17 MAI

Deux témoins, **Michael Anne MacDonald** et **Graham Pinos**, affirment qu'un officier du SCRS,

Mel Deschesnes, a évoqué le danger d'attentat contre un avion d'Air India lors d'une rencontre à Los Angeles quatre jours avant l'attentat.

Daniel Lalonde
PHOTO REUTERS



CHRONIQUE D'UN

Une information sur un projet d'attentat contre le vol 182 d'Air India restée apparemment sans suite. Un avion qui a décollé de Mirabel avant l'arrivée du policier qui devait y effectuer une recherche d'explosifs. De révélation en révélation, l'enquête sur le pire acte terroriste de toute l'histoire canadienne aligne une stupéfiante série de négligences et d'erreurs. Pour les proches des victimes, c'est la preuve que la catastrophe n'aurait jamais dû avoir lieu.



AGNÈS GRUDA

Rachelle Castonguay s'est envolée un samedi soir pour l'Inde, où elle devait faire un voyage d'aventure avec des copines, suivi d'un séjour d'étude pour sa thèse de doctorat en géographie sociale.

Partie de Mirabel, la jeune femme de 32 ans n'atteindra même pas les côtes de la Grande-Bretagne, où son avion devait faire escale.

Peu après 7h du matin, une bombe a déchiré le ventre de l'appareil et le vol 182 d'Air India s'est abîmé dans l'Atlantique, entraînant dans sa chute Rachelle Castonguay, ses amies Colette Allard et Rita Jutras, ainsi que 326 autres passagers et membres d'équipage. C'était le 23 juin 1985.

Vingt-deux ans plus tard, à force de voir les témoins défilier devant la commission d'enquête sur l'attentat contre Air India,

la belle-soeur de Rachelle, Monique Castonguay, est de plus en plus convaincue que ce drame n'aurait jamais dû se produire.

Elle n'en revient pas de la série de bourdes qui ont permis à l'appareil d'Air India de s'envoler et de plonger ainsi toute la famille de Rachelle – parents, neveux, oncles et frères – dans un deuil qu'elle n'a toujours pas digéré.

«Les familles des victimes avaient depuis longtemps de très, très fortes indications laissant croire que, contrairement à tout ce qui a été dit, cet attentat aurait pu être évité. Mais maintenant, ça nous saute au visage. Je ne me doutais pas que tous nos services de sécurité avaient été aussi incompétents.»

Fonctionnaire fédérale à Ottawa, Monique Castonguay parle à voix basse, comme si les émotions des dernières semaines l'avaient vidée de toute énergie. «De voir combien de bévues se sont entremêlées dans toutes sortes de services, comment tout le monde essaie de se couvrir, ça me révolte, c'est à vomir», confie-t-elle.

Témoignages-chocs

Il y a des années que les familles des victimes réclament une commission d'enquête sur l'attentat. Celle-ci s'est finalement mise en place en juin 2006.

Les derniers témoignages ont été saisissants. Négligence, désorganisation, chicanes entre services – une incroyable suite de circonstances, dont l'horaire d'entraînement des chiens renifleurs canadiens, a ouvert la voie à la tragédie, a-t-on pu apprendre.

Un ancien maître-chien de la GRC, Gary Carlson, a en effet révélé que, le 22 juin 1985, la plupart des chiens détecteurs de bombes suivaient une séance d'entraînement... à Vancouver. Manque de pot, des explosifs ont été placés ce jour précis dans l'avion d'Air India, qui a quitté Toronto, puis Montréal, avant d'exploser au large de l'Irlande.

Plus sidérant encore, un policier québécois, Serge Carignan, avait été appelé le même jour pour soumettre l'appareil en escale à Mirabel au flair de son chien Arko. À son arrivée, l'avion avait déjà décollé. Serge Carignan



PHOTO FOURNIE PAR LA FAMILLE CASTONGUAY

Voici la dernière photo de Rachelle Castonguay avant qu'elle ne s'embarque sur le vol 182 d'Air India. La jeune femme de 32 ans se rendait en Inde pour un voyage d'aventure avec des copines, suivi d'un séjour d'étude pour sa thèse de doctorat en géographie sociale.

SOMMAIRE

Amusez-vous!	RADAR 8	Monde	A 14
Astrologie du jour	ACTUEL 8	Personnalité	A 18
Décès	ACTUEL 10	Petites annonces	ACTUEL 8 et 9
Forum	A 15 à 17	Poker	SPORTS 5
Grille blanche	RADAR 12	Sudoku	AFFAIRES 4
Horaire télévision	RADAR 6		
Loteries	A 11		

Météo

Nuageux en matinée, faible pluie en après-midi, maximum 13, minimum 4. AFFAIRES 6

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca



PHOTO FRED CHARTRAND, PC

Serge Carignan témoignant devant la Commission (à gauche). Le policier québécois avait été appelé le jour même de la tragédie pour soumettre l'appareil en escale à Mirabel au flair de son chien Arko. À son arrivée, l'avion avait déjà décollé. Sur la photo de droite, on voit M. Carignan et son chien Arko au milieu des années 80.



PHOTO ARCHIVES AFP/SÛRETÉ DU QUÉBEC

LE VOL 182 D'AIR INDIA

UNE TRAGÉDIE ET SES RETOMBÉES

1984

Une attaque contre le temple sikh d'Amritsar, en Inde, crée une vague d'extrémisme sikh. Une organisation extrémiste sikh s'installe à Vancouver.

22 JUIN 1985

Deux valises sont enregistrées à l'aéroport de Vancouver. L'une part vers Tokyo, l'autre vers Toronto, d'où elle s'envolera à bord du vol 182 d'Air India à destination de l'Inde. L'avion fait escale à Montréal.

23 JUIN 1985

À 6h19, heure de Greenwich, une valise en transit explose à l'aéroport Narita de Tokyo, tuant deux bagagistes.

À 7 h13, l'avion d'Air India disparaît des radars au large des côtes de l'Irlande, avec ses 307 passagers — dont 279 citoyens canadiens — et 22 membres d'équipage.

14 DÉCEMBRE 1987

Un reportage de CBC montre que le Service canadien du renseignement de sécurité a détruit 150 enregistrements de Talwinder Singh Parmar, un activiste sikh de Colombie-Britannique considéré comme le cerveau de l'attentat contre Air India.

15 OCTOBRE 1992

Talwinder Singh Parmar est abattu en Inde.

OCTOBRE 1995

L'éditeur d'un journal canado-indien de Vancouver, Tara Singh Hayer, rapporte à la police avoir entendu un membre de la communauté sikh, Ajaib Singh Bagri, parler du rôle qu'il a joué dans l'attentat contre Air India. L'homme à qui il s'est confié, ainsi que M. Hayer lui-même, seront plus tard abattus.

OCTOBRE 2000

Des accusations sont portées contre Ajaib Singh Bagri et Ripumadan Singh Malik, un millionnaire sikh de Vancouver, ainsi que contre Inderjit Singh Reyat.

FÉVRIER 2003

Inderjit Singh Reyat plaide coupable à une accusation réduite d'homicide involontaire. Il est condamné à cinq ans de détention.

16 MARS 2005

Les accusés Malik et Bagri sont acquittés, faute de preuves. Conternées, les familles des victimes réclament une enquête publique.

NOVEMBRE 2005

Ottawa demande à l'ex-premier ministre ontarien Bob Rae d'examiner quelques aspects de la tragédie d'Air India.

1^{ER} MAI 2006

Stephen Harper annonce la tenue d'une enquête publique sur l'attentat contre Air India, présidée par l'ex-juge ontarien John Major.

21 JUIN 2006

Début de l'enquête publique.

CAFOUILLAGE

Il a vécu pendant des années avec le sentiment qu'il aurait pu empêcher le drame. C'est sa femme qui l'a incité à prendre contact avec la Commission...

D'autres témoignages montrent que c'est pour une question d'argent que l'appareil a reçu le feu vert: le garder plus longtemps sur le tarmac aurait entraîné de gros frais.

Selon la thèse longtemps défendue par les autorités, les signaux alertant le Canada d'une menace terroriste visant Air India n'avaient jamais pointé vers un vol en particulier. Erreur. Le lieutenant-gouverneur de l'Ontario, James Bartleman, à l'époque fonctionnaire au ministère des Affaires étrangères, affirme avoir intercepté des renseignements qui annonçaient un attentat contre le prochain vol d'Air India quelques jours avant le 23 juin... Il les a transmis à un officier de la GRC qui l'a plus ou moins envoyé paître.

«Il n'y avait à l'époque qu'un seul vol d'Air India par semaine. À part un dessin, je ne vois pas ce qu'ils auraient pu avoir de

plus clair», s'indigne Monique Castonguay.

Retour vers le passé

Les proches des victimes d'Air India avaient d'abord cru qu'un processus judiciaire permettrait de condamner les auteurs de l'attentat. Mais l'homme que l'on considère comme le cerveau de ce meurtre de masse, Talwinder Singh Pamar, a été assassiné par

« Chaque nouvelle information nous replonge dans le cycle de la douleur. La peine est plus forte quand on sait qu'elle aurait pu être évitée. »

la police indienne il y a 15 ans. Puis, au procès, un des accusés a troqué un plaidoyer de culpabilité contre une accusation réduite. Les deux autres accusés ont été acquittés.

C'est après ce procès qui s'est déroulé en l'absence d'un témoin important — il avait été abattu à Vancouver! — que le gouvernement a finalement cédé aux pressions des familles. Oui, on allait faire la lumière sur ce qui s'est passé dans les mois qui ont pré-

cedé l'explosion, et dans les mois qui l'ont suivie.

« Nous avons réclamé cette enquête pendant 22 ans et tous ces témoignages montrent que nous avons raison de le faire », dit Bal Gupta, un Torontois qui a perdu sa femme dans l'attentat, et qui est le porte-parole des familles.

Les familles suivent les travaux de la Commission avec

un certain soulagement: de toute évidence, leurs demandes n'étaient pas un caprice. Mais ces témoignages ravivent aussi leur peine.

« Chaque nouvelle information nous replonge dans le cycle de la douleur, dit M. Gupta. La peine est plus forte quand on sait qu'elle aurait pu être évitée. »

Et après?

Le 22 juin 1985, Promode Sabharwal devait croiser sa fille

Meghana à Mirabel. Lui arrivait de Londres. Elle partait pour Bombay. Ils ont passé quelques heures ensemble, le temps s'est étiré parce que le départ du vol 182 d'Air India a été repoussé. Puis, la fillette de 12 ans s'est envolée. Il ne l'a plus jamais revue.

« J'ai été consterné de voir qu'on a laissé partir l'avion pour de simples raisons financières »,

confie cet ancien commerçant établi à Brossard.

L'enquête publique qui se poursuit à Ottawa ne cherche pas de coupables. Il s'agit de tirer la leçon, de faire en sorte que cela ne se reproduise plus.

Mais M. Sabharwal a un peu de difficulté à comprendre pourquoi les responsables de la catastrophe devraient s'en tirer indemnes. « Il faudrait qu'il y ait au moins des blâmes. Quand vous conduisez mal

vos voitures, vous avez bien une contravention... »

Surtout s'il devait s'agir de plus que de simples négligences. Il fallait entendre le député libéral Ujjal Dosanjh, proche des familles des victimes, s'indigner après le témoignage du policier Serge Carignan. « Le nombre croissant de contradictions dans les témoignages commence à donner l'impression qu'il y a eu un complot pour dissimuler la vérité », a-t-il dit à la CBC.

Cette semaine, la Commission continuera à remonter le fil des événements qui ont précédé la catastrophe. Plus tard, elle se penchera sur ceux qui ont suivi. D'ores et déjà on sait que le Service canadien de renseignement de sécurité (SCRS) a détruit des enregistrements de Talwinder Singh Parmar, considéré comme le cerveau de l'attentat.

Les agences de sécurité ont-elles fait volontairement silence sur des renseignements qui risquaient de révéler leurs défaillances? Suite au prochain épisode...



PHOTO CHRIS WATTIE, REUTERS

Le lieutenant-gouverneur de l'Ontario, James Bartleman, à l'époque fonctionnaire au ministère des Affaires étrangères, affirme avoir intercepté des renseignements qui annonçaient un attentat contre le prochain vol d'Air India quelques jours avant le 23 juin... Il les a transmis à un officier de la GRC qui l'a plus ou moins envoyé paître.



PHOTO DAVID BOILY, LA PRESSE ©

Les Sabharwal, maintenant établis à Brossard, ont perdu leur fille de 12 ans dans la tragédie d'Air India. Sur la photo, Promode Sabharwal (au centre), sa femme Veena (à gauche) et leur fils, Dhananjah.



PHOTOS FRED CHARTRAND, PC

Deux témoins, Graham Pinos (à gauche), ancien avocat du gouvernement fédéral, et Michael Anne MacDonald (à droite), avocate, ont affirmé devant la Commission qu'un officier du SCRS, Mel Deschesnes, avait évoqué le danger d'attentat contre un avion d'Air India lors d'une rencontre à Los Angeles quatre jours avant l'attentat.

Un caïd montréalais de la mafia libéré

Repentant, Gerlando Caruana a finalement convaincu les commissaires

KARIM BENESEAIEH

Le chef mafieux Gerlando Caruana, emprisonné depuis neuf ans en Ontario pour trafic de cocaïne, pourra bientôt revenir auprès des siens, à Montréal. Contre toute attente, il a obtenu sa libération conditionnelle jeudi dernier, après avoir purgé la moitié de sa peine de 18 ans.

Il devrait s'installer dans les prochains jours au nord de Montréal, dans une maison de transition. Il a été impossible hier d'obtenir les commentaires de la Commission nationale des libérations conditionnelles.

Caruana s'était présenté la semaine dernière devant deux commissaires, selon le quotidien torontois *National Post*. En présence de quelques membres de sa famille, il avait exprimé avec vigueur son repentir et assuré qu'il avait changé.

Gerlando Caruana, 63 ans, est depuis quatre décennies un des piliers du fameux clan Cuntrera-Caruana. Spécialisés dans le blanchiment d'argent et la distribution de drogue, décrits comme les «banquiers de la mafia sicilienne», les membres du gang avaient été balayés le 15 juillet 1998 lors de l'opération Omerta. Simultanément, les policiers du Canada, des États-Unis et du Mexique avaient coffré la plupart des têtes dirigeantes du clan.

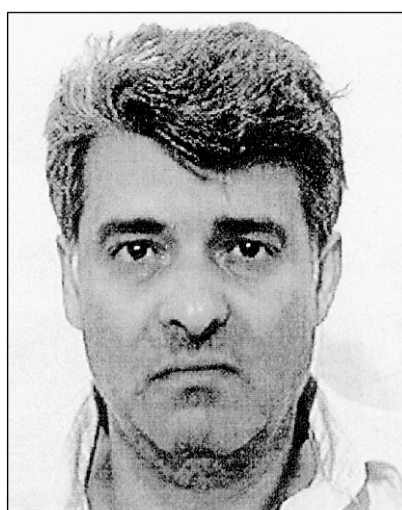


PHOTO ARCHIVES LA PRESSE © Gerlando Caruana, 63 ans, est depuis quatre décennies un des piliers du fameux clan Cuntrera-Caruana.

Gerlando avait écopé de 18 ans de pénitencier.

«Plus jamais, a-t-il assuré jeudi devant la Commission des libérations conditionnelles. Je n'ai plus la force, je n'ai plus l'énergie. J'ai 63 ans, bientôt 64, je suis malade. Je veux passer du temps avec ma famille, mes enfants, ma femme. Je ne veux pas mourir en dedans.»

«Je veux une dernière chance», a laissé tomber le mafioso.

Une proposition fatale

Gerlando Caruana a longuement décrit son arrivée et ses débuts à Montréal, en 1967. En

1968, l'avion qui transportait sa mère et sa sœur de Rome à Montréal s'écrase. Gerlando et ses deux frères nouvellement immigrés, Alfonso et Pasquale, reçoivent une compensation de 75 000\$ pour cette tragédie, qui leur permettra finalement de se lancer en affaires. «Nous avons commencé à bâtir nos vies.»

Mais, une dizaine d'années plus tard, Gerlando doit plus de 200 000\$ à un parent par alliance. Il reçoit une «proposition» qui lui semble prometteuse, une occasion d'avoir «une meilleure vie, plus de sécurité» pour ses enfants et sa femme. Il accepte... et est arrêté en 1985 pour trafic d'héroïne. Il écope de 20 ans en 1986.

Il obtient sa libération conditionnelle en 1993, alors que le clan s'est reconverti dans le trafic de cocaïne. «Tout allait mal, alors je me suis dit: «Essayons une deuxième fois.» Pour avoir de la sécurité pour moi et mes enfants», a-t-il raconté jeudi dernier. Il est de nouveau arrêté en 1998. En prison, Gerlando Caruana assure avoir connu le repentir quand il a côtoyé un détenu aux prises avec une dépendance à l'héroïne. «Je lui parlais tous les jours. Je me sentais honteux. Je peux garantir (que je ne vendrai plus de drogue).»

Pauvre homme ou mafioso

Ces aveux ont stupéfié l'auteur

et journaliste torontois Adrian Humphreys, qui assistait à l'audience de jeudi. Il a longuement analysé la mafia montréalaise dans son ouvrage *The Sixth Family (La sixième famille)*, où il décrit l'ascension de Vito Rizzuto.

«Ce que Gerlando Caruana a dit ne correspond sûrement pas à ce que les policiers savent de lui, a-t-il déclaré en entrevue. Il affirme avoir fait deux erreurs parce qu'il était pauvre; mais on parle ici d'un homme qui a monté les échelons d'une organisation criminelle.»

Le fait d'entendre un mafioso parler aussi longuement de sa vie était plutôt inédit. «Les seuls moments où j'ai entendu ces gens-là, c'est sur des bandes audio de la police.»

Il a suffi de quelques minutes de délibération aux deux commissaires pour accorder une semi-liberté à Caruana. La décision est d'autant plus étonnante que, il y a trois mois à peine, la Cour fédérale a rejeté une demande semblable du mafioso. Le 16 février dernier, des responsables du pénitencier où il était gardé ont témoigné qu'il était bien loin de s'être rangé. Du fond de sa cellule, Caruana est impliqué dans «des activités de prêt usuraire» et agit à titre de percepteur, selon des rapports des services correctionnels. Un officier avait témoigné que Caruana «représenterait

un risque d'évasion dans un périmètre non sécurisé à cause de ses liens avec le crime organisé et de ses présumées ressources financières cachées».

Jeudi dernier, les commissaires en ont décidé autrement. Ils ont relevé que le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) n'avait pas émis d'objection à cette semi-libération. Hier, le SPVM ne pouvait d'ailleurs pas expliquer pourquoi on s'était ainsi abstenu. «Les policiers enquêteurs dans cette affaire, à qui j'ai parlé, étaient furieux, dit Adrian Humphreys. Avec cette décision, il n'y a plus qu'Alfonso Caruana qui soit en prison après l'opération Omerta.» Condamné par contumace à 20 ans de prison en Italie, Alfonso fait l'objet d'une demande d'extradition.

Au ministère de la Sécurité publique, la porte-parole Melisa Leclerc n'a pas voulu commenter le dossier de Gerlando Caruana «de façon précise». Elle a cependant indiqué que le ministre Stockwell Day a mis sur pied, le 20 avril dernier, un comité chargé d'examiner les activités des Services correctionnels. «Nous voulons réviser les programmes, voir ce qui ne marche pas, pour ne pas laisser sortir de prison des gens qui ne sont pas prêts à sortir», explique la porte-parole. Le rapport devrait être remis en octobre prochain.



PHOTO MARIANNE DANDURAND, COLLABORATION SPÉCIALE, LA TRIBUNE

Deux incendies ravagent cinq bâtiments à Sherbrooke

Un corps retrouvé dans les décombres

LA TRIBUNE

SHERBROOKE — Une scène qui avait toutes les apparences de l'œuvre d'un pyromane a pris les apparences d'une scène de crime, hier, à Sherbrooke.

En début d'après-midi, un corps a été découvert dans les décombres d'une pizzeria qui a été complètement détruite par les flammes la nuit précédente à la suite de l'explosion inexpliquée d'un réservoir de propane qui alimentait le restaurant.

Certaines informations laissent croire que deux personnes manquent à l'appel depuis l'explosion et l'incendie de la Pizzeria Express de la rue Denault, qui s'est propagé aux

deux immeubles à logement adjacents.

Les pompiers du Service de protection des incendies de Sherbrooke (SPIS) en avaient déjà plein les bras quand un deuxième incendie s'est déclaré quelques minutes plus tard, à peine 1 km plus loin. Les flammes ravageaient là aussi un édifice à logements et se sont rapidement propagées à l'immeuble voisin. Au total, une trentaine de personnes ont dû être évacuées.

En tout, cinq bâtiments ont été touchés, dont trois sont déclarés perte totale. Le SPIS, qui recevra l'aide de la Sûreté du Québec dans son enquête, n'a pas pu indiquer si les deux incendies étaient liés.

Encore plus de raisons de l'aimer.

LA C230 SELECT

L'AVANTAGE DE LA C230 SELECT

ENSEMBLE ÉLÉGANCE OFFERT GRACIEUSEMENT

BOISERIES INTÉGRALES

VOLANT ET POMMEAU DE VITESSES
GAINÉS DE CUIR

ESSUIE-GLACES À CAPTEUR DE PLUIE

SUSPENSION ET SERVODIRECTION À CONTRÔLE DIRECT

PROGRAMME DE STABILITÉ ÉLECTRONIQUE (ESP®)

SIÈGES AVANT RÉGLABLES ÉLECTRIQUEMENT DE 4 FAÇONS

ENSEMBLE AUDIO AMBIOPHONIQUE HARMAN/KARDON®
LOGIC7® EN OPTION



FINANCIEMENT OFFERT PAR
Services financiers Mercedes-Benz

PDSF À PARTIR DE

38 400\$*

AVEC ACOMPTÉ DE 4 000 \$

399\$*
PAR MOIS

BASÉ SUR UN BAIL DE 39 MOIS

4,25%
À

Voici la puissante C230 Select. Dire qu'elle relève le niveau de sa catégorie, c'est peu dire. Elle vous est proposée avec des équipements haut de gamme offerts à titre gracieux comme notre ensemble Éléance, sans oublier tout le luxe que vous êtes en droit d'attendre d'une Mercedes-Benz. Son attrait est illimité, mais elle n'est offerte que pendant une durée limitée. Passez dès aujourd'hui chez un concessionnaire Mercedes-Benz pour faire un essai routier.



Mercedes-Benz

Montréal
Automobiles Silver Star Inc.
7800, Boul. Décarie, Montréal
(514) 735-3581

West Island
Mercedes-Benz West Island
4525, Boul. St-Jean, Dollard-des-Ormeaux
(514) 620-5900

Laval
Mercedes-Benz Laval
3131, Autoroute 440 Ouest, Laval
(450) 681-2500

Rive-Sud
Mercedes-Benz Rive-Sud
4844, Boul. Taschereau, Greenfield Park
(450) 672-2720



STÉPHANE LAPORTE

COLLABORATION SPÉCIALE

Venez voir mon blogue! cyberpresse.ca/laporte

CHRONIQUE

Drôle de congé

Demain, est-ce que les magasins seront ouverts? Les banques? Les bureaux du gouvernement? Est-ce que *La Presse* paraîtra? Est-ce que la personne qui peut répondre à ces questions est fermée?

On ne sait pas si les trucs sont ouverts ou fermés parce que ce n'est pas un congé crédible. Le congé de demain est un drôle de congé. Ça ressemble plus à une journée de maladie qu'à un véritable congé. Comme si tout le monde avait décidé d'appeler au travail en même temps pour dire qu'il ne rentrera pas.

Le problème, c'est qu'on ne sait pas pourquoi on a congé. Posez la question à trois personnes, il y aura trois réponses différentes: la fête de la Reine, la fête de Dollard, la fête des Patriotes.

Premièrement, ce n'est même pas la fête de la reine d'Angleterre. On est en retard d'un mois. Elisabeth II est née le 21 avril. À moins que ce ne soit la fête de la reine de TQS? Pourtant pas, Michèle Richard est née le 17 avril. Je sais, je ne suis pas ignare, la reine qu'on célèbre le jour de la fête de la Reine, c'est la reine Victoria, née le 24 mai 1819. Pourtant, demain, nous ne

sommes que le 21 mai. Vous allez me dire qu'on lui fait un *surprise-party*, c'est pour ça qu'on la fête avant. Victoria est morte en 1901, on n'aura pas besoin de se cacher pour la surprendre. Pourquoi diable nous donner congé le jour de l'anniversaire d'une reine britannique morte il y a 106 ans? Quelle est l'importance de Victoria dans notre quotidien pour qu'elle mérite pareil traitement? À part pour parler du pont qui fait du bruit quand on roule dessus, quand prononçons-nous son nom? Comment alors avoir l'esprit à la fête demain? Combien de toasts seront portés sur les terrasses à la mémoire de la vieille monarchie? Aucun.

Et fêter Dollard des Ormeaux, ce n'est guère mieux. Ce n'est sûrement pas le personnage le plus glorieux de notre histoire. Les Américains prennent congé pour souligner l'anniversaire de Martin Luther King, pas pour souligner celui d'Anna Nicole Smith. Cartier, Maisonneuve, Lévesque, OK. Mais Dollard? Il s'est échappé un baril de poudre sur le pied lors d'une bataille contre les Indiens. Kaboum! Le Dollard a perdu sa valeur. C'est triste. Mais doit-on encore 400 ans plus tard arrêter toute la province

pour commémorer la mémoire d'un gaffeur? Franchement!

Ce raisonnement, feu le gouvernement de Bernard Landry l'avait fait lorsqu'il a pris la décision de transformer la fête de la Reine ou de Dollard en fête des Patriotes. C'est dorénavant la véritable et légale raison de notre congé de demain. C'est noble. Les Patriotes ont défendu de leur vie la cause de la patrie. C'est noble, mais c'est un peu déprimant. Parce que les Patriotes ont perdu. C'est comme si, au lieu de fêter la Coupe Stanley de 1993, on fêtait la saison 2006-2007 du Canadien. Méchant *party!* C'est comme si les Français, au lieu de fêter le 14 juillet, fêtaient Waterloo. Sarkozy ne trinquerait pas fort.

Au fond, le congé de demain, c'est un congé pour rien. Ça prenait une raison, on en a trouvé trois, mais aucune d'elles ne nous emballa, ne serait-ce que 24 heures. Le peuple ne fêtera rien demain. Le peuple ne fera rien demain. C'est une journée volée. Une erreur au calendrier.

En ces temps de gouvernements minoritaires, on peut croire que la fête du troisième lundi de mai ne fait que commencer à changer de nom. Jean Charest pourrait

transformer la fête des Patriotes en fête de la victoire du NON. Celle du 20 mai 1980, bien sûr. Pas celle du 30 novembre 1995 - celle-là, Jean Lafleur et Jean Brault l'ont déjà fêtée grassement. Pis pas à peu près.

À défaut de fêter Maurice Duplessis (né en avril et décédé en septembre), Mario Dumont pourrait proposer de se fêter lui-même. Le chef de l'ADQ étant né le 19 mai, il pourrait, à l'instar de Castro, déclarer le jour de son anniversaire fête nationale. Rien de trop beau pour Mario! Tant qu'à être un «one-man parti», pourquoi pas un «one-man pays»? Non, mais avouez que ce serait plus amusant demain d'avoir une pensée pour Mario plutôt que pour Dollard. Méchant *party* à Québec et dans le 450. À Montréal, ça risque d'être plus tranquille. Surtout chez les Accommodés.

Pauline Marois pourrait être tentée de proposer que la fête de la Reine devienne la fête du Tchôqueux, pour souligner le grand courage dont a fait preuve Gilles Duceppe, un certain samedi de mai, en ne se présentant plus à la direction du PQ. Celle-là, faudra qu'on me l'explique: le courage de la retraite. Comment la peur

de perdre peut-elle être un geste courageux? Un geste réfléchi, OK. Un geste opportun, OK. Mais courageux? Ce qu'on est prête à dire quand on est contente que son adversaire demeure à Ottawa, loin de son royaume.

Je sais, je m'éloigne du sujet. C'est parce que le congé de demain est un non-sujet.

Avoir congé à Noël, ça se comprend. À la Saint-Jean, aussi. À la limite, même la fête du Travail et l'Action de grâce sont des congés raisonnables. Mais demain, de quoi a-t-on l'air, à fêter sans savoir pourquoi? Peut-être que si on abolissait ce congé, nous cesserions d'être les moins productifs en Amérique du Nord. Nous serions les seuls à ne pas prendre congé en mai - les *Canadians* fêtant Victoria et les Américains, le Memorial Day. On pourrait rattraper notre retard.

Bien sûr, quand il fera beau, ça va nous faire suer.

Alors pourquoi ne pas donner congé le troisième lundi de mai seulement quand il fait beau? La fête du beau temps. C'est la meilleure raison de fêter.

COURRIEL pour joindre notre collaborateur: stephane@stephanelaporte.com

SUR MON BLOGUE CETTE SEMAINE

LUNDI 14 MAI 2007

QUE DOIT FAIRE PAULINE MAROIS POUR PERDRE SON PETIT CÔTÉ SNOB?

On pourrait appeler ça du raffinement, de la classe, mais pour certains c'est du snobisme. Ce petit côté Andrée Lachapelle dans les pièces de Dubé. Cette dégaine aristocratique. Comment faire pour que, cette fois, elle n'empêche pas M^{me} Marois d'atteindre les plus hauts sommets?

MARDI 15 MAI 2007

LA BEAUTÉ DE STÉPHANE DION

Stéphane Dion se refait une beauté. Il vient d'engager un spécialiste de l'image, Nicolas Ruzskowski. Ça va sûrement lui coûter très cher.

SAMEDI 19 MAI 2007

MARIO DUMONT NU

Avez-vous remarqué que les articles ayant des références lubriques sur Cyberpresse se retrouvent toujours dans la liste des plus lus?

Réagissez au blogue de Stéphane Laporte : www.cyberpresse.ca

Un chauffard blesse trois personnes et en tue une autre

HUGO DE GRANDPRÉ

Un conducteur de limousine est mort et deux piétons ont été blessés dans la nuit de vendredi à hier au centre-ville de Montréal, à l'angle de la rue Milton et du boulevard Saint-Laurent.

Le chauffard, un homme de 27 ans de Montréal-Nord, a été arrêté quelques minutes après l'accident. Des témoins l'ont immobilisé jusqu'à l'arrivée des policiers. Les soirs de fin de semaine, l'intersection est très fréquentée, étant donné le nombre élevé de bars et restaurants dans le voisinage.

Le drame s'est produit vers 2 h 30. Le jeune homme s'est engagé avec sa voiture dans la rue Milton, dans le sens contraire à la circulation. À l'angle du boulevard Saint-Laurent, il est d'abord entré en collision avec une voiture garée. Ayant vraisemblablement perdu la maîtrise de son véhicule, il a ensuite happé un conducteur de limousine qui était debout près sa voiture en attendant des clients. La Jetta blanche a poursuivi sa course pour finalement heurter deux piétons, qui se tenaient à quelques mètres de là.

Le conducteur de limousine, âgé de 50 ans, est mort quelques heures plus tard. La vie des deux autres victimes, une jeune femme de 18 ans et un jeune homme de 23 ans, n'est pas en danger. L'homme s'est cassé une jambe et la femme souffre de quelques ecchymoses.

Le chauffard a été arrêté par les policiers, puis remis en liberté après avoir un alcootest positif. «À ce moment-là, les trois personnes qui ont été heurtées étaient toujours vivantes, a expliqué Olivier Lapointe, porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM). Il a été libéré avec une promesse à comparaître sous trois accusations de conduite avec facultés affaiblies causant des lésions.»

En début d'après-midi, après le décès de la victime de 50 ans, les policiers ont obtenu un mandat d'arrêt. L'accusé fait maintenant face à quatre chefs d'accusation: un de conduite avec facultés affaiblies causant la mort, deux de conduite avec facultés affaiblies causant des lésions et un autre de conduite dangereuse.

Hier en fin de journée, il était toujours interrogé par les enquêteurs du SPVM. Il devrait comparaître demain devant un juge de la Cour du Québec.

À la compagnie de limousines Allante, où travaillait le conducteur décédé, on se disait hier «sous le choc». «Il venait de commencer à travailler avec nous, a dit Tony. Il s'était seulement rendu chercher des clients... Tout le monde est bouleversé.»

La Ronde retrouve ses hôtes

KARIM BENESSAIEH

La Ronde a retrouvé une partie de ses airs de 1967, hier, alors qu'on a accueilli les milliers de visiteurs avec de jeunes hôtes habillées en uniforme bleu ciel d'époque.

«Je voudrais dire aux hôtes que elles se sont très bien conservées depuis 1967», a lancé, taquin, le maire Gérald Tremblay, qui a procédé au lancement officiel des festivités du 40^e anniversaire. Tout sourire, il venait de saluer la foule, essentiellement composée d'adolescents qui attendaient fébrilement hier matin l'ouverture des portes pour se ruer sur le site. Au pas de course et en criant, le plus souvent.

Pourquoi crient-ils? «Ils ont hâte, j'imagine...», répond Nadia Goyer, porte-parole de La Ronde.

La hâte des visiteurs s'expliquait également par l'appât du gain: ils avaient la chance de mettre la patte sur un laissez-passer pour toute la saison au prix de 81,25\$, au lieu de 90\$. Les passeports familiaux ont également été réduits de 225\$ à 207\$, un rabais valable jusqu'au 10 juin. Pour ses 40 ans, le parc d'attractions s'est offert la rénovation de son plus vieux manège, le Carrousel antique - qui est en fait le plus vieux carrousel dit «galopant» au monde. Si l'été est aussi radieux que la journée d'hier, on s'attend à dépasser de 150 000 entrées le million de visiteurs qui ont franchi les



PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE ©

Voici Julie et Julie dans le costume des hôtes de l'Expo 67.

tourniquets l'an dernier. On leur offrira 40 activités hétéroclites, soit une par année d'existence du site, qui vont du festival western au spectacle hommage à Metallica, en passant par un week-end chinois.

Célébrez 20 ans d'innovation en profitant de taux incroyables.



RDX 2007 À PARTIR DE 41 000\$^{POSFT}

Moteur i-VTECMD 4 cylindres turbo de 2,3 litres de 240chevaux à 16 soupapes et DACT Turbo-compresseur à débit variable. Système toutes roues motrices super-maniabilité (SH-AWD™). Boîte automatique à 5 vitesses.



MDX 2007 À PARTIR DE 52 300\$^{POSFT}

Moteur VTECMD V6 de 3,7 litres de 300 chevaux, Système toutes roues motrices super-maniabilité (SH-AWD™). Espace pour 7 passagers, Capacité de remorquage de 2268kg (5000 lbs). Interface bilingue de téléphone sans fil «HandsFreeLink™».



TAUX DE FINANCEMENT À PARTIR DE 3,9%^{*} JUSQU'À UN TERME DE 36 MOIS



Livraison en 24 heures**

LUCIANI ACURA
4040, avenue Jean-Talon Ouest, Montréal
514 340-1344 lucianiacura.com

*Le POSFT est de 41 000 \$ / 52 300 \$ pour une nouvelle Acura RDX 2007 (Modèle TB1827JN) / Acura MDX 2007 (Modèle YD2827JN). *Offre de financement d'une durée limitée par le biais de Honda Canada Finance Inc. sur approbation de crédit. Financement au taux de 3,9% applicable à une nouvelle Acura (modèle RDX / MDX) pendant une durée maximale de 36 mois. Les frais de transport et d'inspection prélivraison de 1,775 \$, ainsi que les frais d'immatriculation, assurance, toutes taxes applicables, droits sur pneus neufs et frais d'enregistrement sont en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Obtenez tous les détails auprès de votre concessionnaire LUCIANI ACURA. **Voitures en inventaire seulement et avec approbation de crédit.

ACTUALITÉS

Entrevue exclusive avec **Gérald Tremblay**

L'œuvre humanitaire d'un maire



ÉRIC CLÉMENT

Avec son plan de transport, qui propose une nouvelle façon de se déplacer plus respectueuse de l'environnement, plus apaisante et plus rentable économiquement, Gérald Tremblay affirme qu'il présente aux Montréalais une valeur maintenant universellement partagée: protéger la planète au nom de la dignité et de la justice humaines.

En mars, le maire Tremblay a rencontré ses homologues de grandes villes du monde lors d'un congrès au Brésil sur la biodiversité. Il a alors mieux compris l'importance du plan de transport, a-t-il expliqué hier à *La Presse*, lors d'une rencontre à la marina de La Ronde.

«Le maire de Quito, en Équateur, m'a dit que, avec le réchauffement climatique, sa population est en danger, car l'eau potable provient de glaciers qui sont en train de disparaître. Il m'a dit: «Aide-moi!» Agir en faveur du transport en commun, c'est donc aussi vouloir la paix et le respect de la dignité humaine, où que ce soit sur la planète, en Afrique, en Chine ou à Toronto. C'est une question de justice humaine, de valeurs profondes de société. Est-ce qu'on n'en est pas rendu à donner plus de considération à l'intérêt commun? C'est là le véritable débat.»

Et si les Montréalais ne sont pas prêts à changer leurs habitudes? «Je serais très surpris, dit Gérald Tremblay. Il y a déjà une mobilisation. Les Montréalais voient tous les jours les problèmes de qualité de l'air, le transport en commun à améliorer, la cinquantaine de décès par an liés à la pollution, les 12 000 blessés dans des accidents de la circulation.»

Il croit que les citoyens sont capables de s'ajuster au moment d'une crise, comme lors de la tragédie du viaduc de la Concorde. «Il y a eu, après la tragédie, du covoiturage et plus de trains de banlieue, dit-il. N'attendons pas une crise. Agissons! C'est un objectif noble.»

Pollution et congestion

Le maire estime que le secteur privé



PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, LA PRESSE ©

«Agir en faveur du transport en commun, dit Gérald Tremblay, c'est aussi vouloir la paix et le respect de la dignité humaine, où que ce soit sur la planète, en Afrique, en Chine ou à Toronto. C'est une question de justice humaine, de valeurs profondes de société. Est-ce qu'on n'en est pas rendu à donner plus de considération à l'intérêt commun? C'est là le véritable débat.»

est conscient des coûts que représentent les pertes de productivité causées par les bouchons de circulation, les accidents, l'insécurité, les retards et les problèmes de santé, de stress, de fatigue, etc. «Combien ça coûte, tout ça?» demande-t-il.

Il souhaite également que les Montréalais les moins riches aient droit à un environnement sain, à des rues calmes et reverdies, à un quartier où règnent la sécurité et le bien-être.

«Ceux qui ont les moyens peuvent quitter Montréal et aller habiter ailleurs dans une maison de 350 000, 400 000\$ et s'acheter une ou deux voitures, dit-il. Mais ceux qui

gagnent 30 000, 40 000\$ par année restent à Montréal. Pourquoi seraient-ils pénalisés? Pourquoi seraient-ils obligés de voir des autos rouler vite dans leur quartier, compromettre leur sécurité et leur santé? On ne part pas en guerre contre le 450, au contraire. On donne un choix aux gens. Et les citoyens vont le réaliser. Ils savent ce que Jean Lemire dit, ce que des gens qui ont passé leur vie à sauver la planète ont vu de leurs yeux: les effets du réchauffement climatique.»

Du coup, le maire pense que le financement du plan ira de soi. Il discutera avec Québec et Ottawa au cours des prochains jours et fonde bien des espoirs de ce côté. Il croit que les deux gouvernements réaliseront qu'il est logique et surtout rentable à long terme de favoriser un réseau de transport en commun modernisé et convivial.

Mais même si le financement des deux ordres de gouvernement est assuré, M. Tremblay pense que des péages électroniques (sans guérites) seront nécessaires pour sensibiliser les citoyens aux effets nocifs de l'automobile et les encourager à utiliser le transport en commun (TEC).

Informé et agir

Le maire souhaite un débat. Les citoyens pourront prendre connaissance du plan le 11 juin, au conseil d'agglomération, et le 20 juin, au conseil municipal. Des débats se tiendront ensuite dans les arrondissements et les villes liées.

«Il y aura des consultations itinérantes en août et en septembre, dit-il. Il faut aller voir les gens, avoir une écoute attentive de ce qu'ils pensent.» Il espère aussi que les villes de banlieue participeront au débat.

Quoi qu'il en soit, le plan commence déjà à s'appliquer. Ainsi, les travaux de la piste cyclable du boulevard de Maisonneuve, entre les rues Berri et Greene, ont déjà commencé

près de la rue Bishop, dit-il. Les travaux principaux seront finis en septembre, et la piste sera aménagée d'ici la fin de l'année.

Il promet également que la reconstruction de la rue Notre-Dame – un dossier où sa crédibilité est engagée – sera déjà bien avancée lorsqu'il achèvera son second mandat, en 2009.

Volubile et en pleine forme hier, le maire est emballé par tous ces projets, auxquels ont travaillé le fonctionnaire Yves Provost et les conseillers André Lavallée (maître d'œuvre), Claude Dauphin et Claude Trudel.

«Il n'y a jamais eu un tel plan à Montréal, dit-il. C'est Québec qui nous imposait une autoroute de béton comme Décarie, la Métropolitaine, l'échangeur Turcot. C'est pour ça que ça a pris un peu de temps pour entreprendre la rue Notre-Dame. Parce que là, on a dit non! On le fait ensemble! Et j'ai refusé qu'on en fasse une autoroute en tranchée où non seulement il y avait encore du béton mais où, en plus, on coupait les citoyens du fleuve. Alors on s'est battus, oui.»

Selon M. Tremblay, on ne peut plus dilapider les fonds publics en polluant notre environnement et en minant notre santé et notre économie avec les problèmes de congestion automobile. Il croit que les citoyens comprendront que son projet – notamment les péages – prend en considération leur bien-être et celui des finances publiques.

«On s'est tellement endettés dans le passé que les gens sont sur la défensive. C'est normal. C'est un changement profond, mais on ne peut plus attendre. Un dramaturge disait: «J'ai gaspillé le temps et c'est maintenant le temps qui me consume.» C'est très approprié. Tous les jours, les gens me disent qu'ils veulent une ville plus verte, plus humaine, plus prospère et plus propre.»

CONSTRUCTION SANS PERMIS

« Pas de deux poids, deux mesures »

ÉRIC CLÉMENT

Le maire Gérald Tremblay veillera à ce que les règlements municipaux soient respectés dans les arrondissements montréalais, notamment ceux qui précisent qu'on ne peut entreprendre de travaux de construction avant d'avoir reçu un permis de l'arrondissement où ont lieu les travaux.

Le maire a réagi hier au cas du promoteur Pierre Varadi, du groupe Canvar, qui construit actuellement un édifice au 400, rue Sherbrooke Ouest, dans l'arrondissement de Ville-Marie, alors qu'il n'a pas encore reçu son permis. L'arrondissement n'a pas l'intention de faire arrêter les travaux ni même d'émettre des avis d'infraction, comme l'avait fait récemment l'arrondissement du Sud-Ouest dans le cas d'un autre promoteur qui construisait sans permis depuis des semaines.

Selon Gérald Tremblay, les promoteurs immobiliers ne doivent pas être traités différemment des simples citoyens, qui doivent obtenir un permis avant de construire un garage, d'installer une fenêtre ou de changer un balcon; s'ils négligent cette étape, ils risquent de devoir détruire ce qui a été construit illégalement.

«Pour construire, il faut un permis, et il n'y aura pas deux poids deux mesures, a

dit le maire à *La Presse*, hier. C'est clair. La délivrance des permis est une responsabilité d'arrondissement. Je ne vois pas pourquoi il y aurait un laisser-aller au chapitre de la responsabilité d'un entrepreneur de demander un permis et de la responsabilité d'un élu de s'assurer que les travaux vont se faire selon les règlements et les règles de l'art.»

Le maire reconnaît qu'il peut y avoir des délais avant la délivrance d'un permis et que cette situation peut nuire à des promoteurs. Selon lui, ce n'est toutefois pas une raison pour entreprendre des travaux de construction dans l'illégalité. Quand le dossier est bien monté, le permis est remis «dans un délai raisonnable.»

«Je souhaite qu'on soit très performant, dit-il. C'est pour cela qu'on a créé un groupe d'intervention stratégique pour les projets importants comme le CHUM ou l'Orchestre symphonique, afin d'accélérer la remise des permis, car les gens peuvent vivre des frustrations. Je suis allé récemment dans les arrondissements de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles, Rosemont-La Petite Patrie et Plateau-Mont-Royal, et j'ai vu des citoyens assis qui attendaient de recevoir leur permis. Je leur ai demandé s'ils étaient satisfaits du service et ils l'étaient.»

C

PROMO CUIR JUSQU'AU 31 MAI 2007

CANAPÉ GRANVILLE
«ÉDITION SPÉCIALE»
CHOIX DE COULEURS
2495\$

MAISON CORBEIL

OUVERT DIMANCHE ET DEMAIN LUNDI
**PROMO CUIR
JUSQU'AU 31 MAI 2007**

MONTRÉAL
1215, boul. Crémazie Ouest
514-382-1443

LAVAL
1946, boul. Le Corbusier
450-682-3022

www.maisoncorbeil.com

ACCOMMODEMENT RAISONNABLE

Un permis de conduire sans photo pour les hutterites

LOUISE LEDUC

Les hutterites ont le droit de refuser que leur photo figure sur leur permis de conduire puisque cette exigence va à l'encontre de leur croyance religieuse. Ainsi en a décidé la Cour d'appel de l'Alberta, au grand dam du gouvernement de la province, qui songe à soumettre cet accommodement à la Cour suprême.

« Tu n'auras point d'autre Dieu que moi. Tu ne te feras point d'idole, ni une image quelconque de ce qui est en haut dans le ciel, ou en bas sur la terre, ou dans les eaux au-dessous de la terre. »

De ce deuxième des 10 commandements de Dieu, la communauté hutterite, qui compte au Canada (principalement dans l'Ouest) quelque 30 000 membres au mode de vie très traditionnel, retiennent notamment qu'ils ne doivent pas se faire photographier. Jamais. Fût-ce pour un permis de conduire.

Pour tenter de régler l'affaire à l'amiable, le gouvernement albertain a proposé un permis scellé dans un étui, que les hutterites n'auraient jamais à regarder. L'Alberta a aussi proposé de ne pas imprimer la photo sur le permis de conduire mais d'en garder simplement un exemplaire numérique dans un dossier.

Pour les hutterites, ces deux solutions ne changeraient rien au fond de l'affaire. Dans

un cas comme dans l'autre, ils auraient quand même à se faire photographier.

Devant les tribunaux, le gouvernement albertain a plaidé la nécessaire lutte contre la fraude et le vol d'identité de même que les impératifs de la sécurité nationale à l'heure de la menace terroriste.

Deux juges sur trois, Carole Conrad et Clifton O'Brien, ont donné raison aux hutterites puisque le permis de conduire n'est pas une carte d'identité obligatoire pour tous les Albertains. « L'analyse serait différente s'il était question de photo de passeport destinée à servir de preuve d'identité aux frontières. À l'heure actuelle, le permis de conduire ne sert pas à cette fin et il est probable que, si tel était le cas, le gouvernement ferait davantage de vérifications sur le passé du demandeur (...). »

Le juge minoritaire, Frans Slatter, voyait les choses autrement. Certes, avec un jugement qui leur serait défavorable, les hutterites auraient peut-être à embaucher des chauffeurs. Peut-être aussi la communauté devrait-elle assigner certains hutterites comme chauffeurs.

D'un autre côté, les permis de conduire avec photo, « qui sont presque devenus une forme universelle d'identification », font partie des mesures qui assurent la sécurité routière et peuvent aider à lutter contre le vol d'identité, écrit le juge Slatter.

Deux juges sur trois ont donc donné

raison aux hutterites. Direction Cour suprême? Le premier ministre de l'Alberta, Ed Stelmach, a évoqué cette possibilité. Mais avant d'agir, il sollicitera d'abord une « évaluation solide » du ministère de la Justice.

Des solutions?

L'avocat montréalais Julius Grey, incontournable dès qu'il s'agit d'accommodements raisonnables, croit qu'à priori il est légitime qu'une province cherche à rattacher avec le plus de certitude possible un citoyen à un document officiel. Seulement, à son avis, il y a sûrement des solutions – la reproduction d'empreintes digitales sur le permis, par exemple.

La juriste Myriam Jézéquel, qui vient d'écrire le livre *Les Accommodements raisonnables: quoi, comment, jusqu'où*, note que le jugement « révèle encore une fois l'exercice d'équilibrisme qu'exige l'examen d'une demande d'accommodement. Dans ce cas-ci, sur les plateaux de la balance du droit, les obligations liées aux observances religieuses ont pesé plus lourd que les objectifs liés à l'application de la règle (éviter la fraude, la falsification d'identité, etc.). »

Vérification faite auprès de la Société de l'assurance automobile du Québec, ici, la photo sur le permis de conduire est obligatoire, sauf pour les gens ayant de graves blessures au visage ou, de façon



PHOTO CHRIS SCHWARZ. PC/EDMONTON JOURNAL. La communauté hutterite compte au Canada (principalement dans l'Ouest) quelque 30 000 membres au mode de vie très traditionnel.

temporaire, pour ceux qui se trouvent à l'étranger.

La Cour suprême a entendu jusqu'ici deux causes célèbres d'accommodements. En 2006, elle a autorisé un jeune sikh à porter son kirpan à l'école. En 2004, elle a autorisé des juifs à construire une soucacha (petite cabane) sur leur balcon pendant les neufs jours que dure la fête annuelle de Soucoth, en dépit du règlement de leur immeuble.

EN BREF

La Reine, Dollard ou les Patriotes?

La journée nationale des Patriotes n'est toujours pas entrée dans les mœurs de tous les Québécois puisque, spontanément, ils ne sont que 30% à désigner ainsi le congé du troisième lundi de mai. Par contre, 36% des Québécois continuent à l'appeler « la fête de la Reine » et 26% à le définir comme « la fête de Dollard ». C'est ce qui ressort d'un sondage réalisé par Léger Marketing pour le compte du Mouvement national des Québécois. Cependant, la même enquête révèle que 74% des Québécois sont favorables à la désignation « journée nationale des Patriotes », adoptée par un décret du gouvernement du Québec à la fin de 2002. – PC

Forces armées : la publicité rapporte

Le nombre de formulaires remplis par des candidats à la carrière militaire a bondi de 40% entre l'année dernière et cette année, passant de 25 000 à 35 000, a indiqué *Le Devoir*, hier. L'armée canadienne a mis en ondes une publicité télévisée fort remarquée. Les Forces armées ont aussi fait la promotion de l'enrôlement dans les salles de cinéma, sur différents sites internet et pendant des activités ciblées comme la Coupe Grey. Résultat, le nombre de demandes d'enrôlement a bondi. Bien qu'il soit impossible à l'heure actuelle de savoir combien de ces demandes mèneront à un rôle concret dans l'armée, les chiffres les plus récents démontrent que le nombre de recrues est aussi en hausse, tant dans la réserve que dans les forces régulières, ce qui ne s'était pas vu depuis plusieurs années. – PC

Exceptionnellement ouvert les dimanches 20 et 27 mai de midi à 17h

L'élégance à son meilleur

VIVIZ

Blouse de 40% à 70%

dès le dimanche 20 mai

OUVERT
Lun-Mar: 10h à 18h
Mer-Jeu-Vend: 10h à 21h
Sam: 10h à 17h

3901, rue Jean-Talon Ouest, Montréal
entre Côte-des-Neiges et Lucerne
Tél. : (514) 737-2998

PRENEZ GOÛT À NOS CONSEILS

SAQ

DU 18 AU 21 MAI SEULEMENT

10 \$

DE RABAIS

À L'ACHAT DE

6 BOUTEILLES [VIN ET SPIRITUEUX]

D'UNE VALEUR DE 10 \$ ET PLUS

Titulaires de permis, agences de la SAQ, Comptoirs Vin en vrac, SAQ Déjeûner, SAQ Signature et SAQ.COM exclus. Cette offre s'applique uniquement aux bouteilles de vin et de spiritueux de 10 \$ et plus chacune après toute autre réduction. Les formats de 3 L et plus, les coffers, les bières et les colis-cadeaux ne sont pas inclus dans cette promotion. 18 ans et plus. Achats non cumulatifs. Les produits commandés par l'entremise du service des commandes privées sont exclus de cette promotion. Cette promotion s'applique aux produits offerts en succursale du 18 au 21 mai 2007.

18+

La modération a bien meilleur goût. Educ'alcool

ACTUALITÉS

Alcoa devrait s'implanter à Montréal, propose Layton

PRESSE CANADIENNE

CHARLOTTETOWN, Île-du-Prince-Édouard — Le chef du Nouveau Parti démocratique (NPD), Jack Layton, propose que le siège social international d'Alcoa soit établi à Montréal si cette dernière devait acquiescer Alcan.

C'est ce que le chef néo-démocrate a déclaré hier à NTR, à trois jours du début d'une tournée au Québec.

Alcoa a déposé récemment une offre d'achat non sollicitée de 33 milliards de dollars américains pour acquiescer Alcan, après deux années de négociations infructueuses.

Alcan n'a pas encore fait connaître sa position sur cette offre.

M. Layton propose que les compagnies étrangères qui achètent des entreprises de chez nous deviennent canadiennes.

Le chef du NPD, durant sa tournée au Québec, réclamera également un règlement fédéral sur le prix de l'essence et l'abolition des frais aux guichets automatiques. Il abordera également la question du coût des médicaments.

Layton et Mulcair en tournée au Québec

HUGO DE GRANDPRÉ

Jack Layton et Thomas Mulcair profiteront de la pause parlementaire, cette semaine, pour entamer une tournée du Québec qui les mènera jusqu'au Saguenay.

Le chef du NPD et son nouveau porte-parole au Québec espèrent bâtir sur les dernières données des sondages, qui placent les néo-démocrates en bonne posture dans la province.

Les appuis au parti sont passés de 8 à 16% depuis les dernières élections fédérales, selon un sondage CROP-*La Presse* mené entre le 19 et le 29 avril. Une semaine auparavant, la firme Strategic Counsel lui donnait 13% des suffrages.

«On profite aussi de la notoriété de Thomas Mulcair. Le tandem Layton-Mulcair promet d'être fort intéressant», a indiqué l'attaché de presse du chef, Karl Bélanger.

Ancien ministre de l'Environnement sous Jean Charest, Thomas Mulcair ne s'est pas présenté aux dernières élections provinciales. Le 20 avril dernier, il a annoncé qu'il se joignait à l'équipe de M. Layton, après avoir été courtisé par les conservateurs.

Outremont et Laval dans la mire

Par ailleurs, M. Mulcair a à l'oeil la circonscription d'Outremont, laissée vacante par le libéral Jean Lapierre, qui s'est retiré de la vie politique. Une partielle devrait y être déclenchée sous peu.



Le chef national du NPD, Jack Layton, lors de la présentation à la presse de son lieutenant québécois, l'ancien ministre Thomas Mulcair, en avril dernier.

PHOTO SHAUN BEST, REUTERS

Aux dernières élections fédérales, c'est là que le NPD a obtenu son meilleur score. Le professeur Léo-Paul Lauzon avait terminé troisième, avec 17,2% des votes, devant le candidat conservateur. Joint par téléphone hier, le coloré professeur a affirmé, en parlant de Thomas Mulcair: «Si le parti pense que c'est mieux que ce soit lui qui se présente dans Outremont, je vais lui laisser la place», en ajoutant qu'il ne

se présenterait pas ailleurs que dans le château fort libéral.

Quant à Thomas Mulcair, il aurait aussi dans sa mire une circonscription de Laval, mais le parti refuse de dire laquelle.

Québec, Saguenay, Trois-Rivières

De toute façon, c'est à sa tournée québécoise que l'ancien député de Chomedey s'occupera dans les prochains jours. Jack Layton et lui se rendront d'abord à Québec

mardi. Mercredi, ils prononceront un discours à la chambre de commerce du Saguenay, puis, jeudi, ils visiteront l'Institut de recherche sur l'hydrogène, à Trois-Rivières.

C'est la première fois que le chef du NPD passe autant de temps au Québec depuis l'été dernier. En septembre 2006, le parti avait tenu son congrès biennal dans la capitale. Le chef avait alors appelé les progressistes du Québec à s'unir derrière lui pour vaincre le gouvernement conservateur.

JUSQU'À 60% DE RABAIS

<p>Paquet de 6 paires de chaussettes sport et de mi-chaussettes pour femmes</p> <p>4⁸⁸ Le paquet Articles n° 25525 et n° 25524. Rég. Sears 12,99.</p>	<p>Hauts en tricot Nevada^{®/MD} choisis à prix de liquidation pour femmes</p> <p>8⁸⁸ Chacun Prix Sears marqués à l'origine 24,99-34,99. Dans la limite des stocks</p>	<p>Hauts en tricot Tradition^{®/MD} à prix de liquidation pour femmes</p> <p>9⁸⁸ Chacun Prix Sears marqué à l'origine 29,99. Dans la limite des stocks</p>	<p>Paquet de 2 tee-shirts et débardeurs SK pour filles</p> <p>9⁸⁸ le paquet En tailles 7-16. Rég. Sears 14,99.</p>
<p>Tous les ensembles de dormeuses pour nouveau-nés à prix ordinaire de 24,99</p> <p>9⁸⁸ Ens. En tailles 7-16 lb ou 3-9 mois.</p>	<p>Hauts en tricot Jessica^{®/MD} et Jessica petite choisis à prix ordinaire et à prix de liquidation pour femmes</p> <p>11⁸⁸ Chacun Prix Sears marqué à l'origine 29,99. Dans la limite des stocks</p>	<p>Pantalons et shorts Nevada pour garçons et filles à prix de liquidation de 14,99-19,99</p> <p>12⁸⁸ Chacun En tailles 4-16. Dans la limite des stocks</p>	<p>Pulls à manches courtes Tradition choisis pour femmes</p> <p>12⁸⁸ Chacun Rég. Sears 34,99.</p>
<p>Pull Jessica sport^{®/MD} de style polo à prix de liquidation pour femmes</p> <p>12⁸⁸ Chacun Prix Sears marqué à l'origine 29,99. Dans la limite des stocks</p>	<p>Pyjamas et pyjamas à short Popeye[®] à prix ordinaires pour femmes</p> <p>15⁸⁸ Chacun Pyjama à short. Rég. Sears 24,99. Pyjama. Rég. Sears 34,99. ©HGV Productions Inc.</p>	<p>Blouses Jessica choisies à prix ordinaire et à prix de liquidation pour femmes</p> <p>maintenant 15⁸⁸ Chacune Prix Sears marqué à l'origine 39,99. Dans la limite des stocks</p>	<p>Chaussures Jessica sport 'Loren' pour femmes</p> <p>maintenant 17⁸⁸ La paire Étaient 29,99. Dans la limite des stocks</p>
<p>Cardigans Jessica sport choisis à prix de liquidation pour femmes</p> <p>18⁸⁸ Chacun Prix Sears marqué à l'origine 49,99. Dans la limite des stocks</p>	<p>Pantalons Jessica et Jessica petite choisis à prix ordinaire et à prix de liquidation pour femmes</p> <p>19⁸⁸ Chacun Prix Sears marqué à l'origine 49,99. Dans la limite des stocks</p>	<p>Sélection de pantalons Jessica sport pour femmes</p> <p>28⁸⁸ Chacun Modèles n° 1363 et n° 1364. Rég. Sears 49,99.</p>	<p>Chaussures Jessica sport 'Selma' pour femmes</p> <p>maintenant 35⁸⁸ La paire Étaient 59,99. Dans la limite des stocks</p>

Le choix des articles et des marques peut varier selon le magasin. Offre en vigueur dans les grands magasins Sears seulement.

4 JOURS SEULEMENT

PRIX EN VIGUEUR DU MARDI 22 AU VENDREDI 25 MAI 2007, DANS LA LIMITE DES STOCKS

G8 Finances

Les prix élevés du pétrole inquiètent

AGENCE FRANCE-PRESSE

POTSDAM, Allemagne — Les ministres des Finances des pays du G8 se sont dits hier préoccupés par les prix élevés du pétrole, qui frôlent des records, tout en saluant une croissance mondiale « robuste » et « équilibrée ».

« La croissance mondiale reste robuste et elle est plus équilibrée entre les régions géographiques ainsi qu'à l'intérieur de nos pays », soulignent les grands argentiers du G8 dans leur communiqué.

Le secrétaire adjoint au Trésor, Robert Kimmitt, a lui aussi souligné à l'issue du G8 que « l'économie

mondiale continue d'enregistrer une forte performance, la plus soutenue depuis trois décennies ».

Mais si les risques pour les perspectives de croissance mondiale ont diminué, les prix des sources d'énergie, « élevés et volatils, restent un sujet d'inquiétude » sur lequel les pays du G8 veulent rester vigilants, ont-ils affirmé dans leur texte commun.

Les prix contribuent à alimenter l'inflation dans le monde, poussant de nombreuses banques centrales à remonter leurs taux d'intérêt, comme en zone euro ou en Grande-Bretagne, ce qui pourrait freiner la croissance planétaire.

« Les anticipations d'inflation sont primordiales pour l'évolution de la croissance mondiale », a notamment indiqué le directeur général du Fonds monétaire international, Rodrigo Rato, lors d'une conférence de presse.

Les cours du pétrole brut sont dopés depuis plusieurs semaines par les inquiétudes au sujet des stocks d'essence américains. Vendredi, à Londres, les cours du brut ont tourné autour des 70\$, le prix le plus élevé depuis plus de huit mois.

Par ailleurs, le marché s'inquiète toujours des violences qui persistent au Nigeria et perturbent depuis plusieurs mois le fonction-



PHOTO JOHN MACDOUGALL, AFP

Le ministre des Finances canadien, James Flaherty, s'est adressé aux médias au terme de la deuxième et dernière journée de la réunion des ministres des Finances du G8.

nement des installations pétrolières du pays, premier producteur africain et sixième mondial.

Les taux de change se sont invités dans les discussions du G8 malgré l'absence des banquiers centraux à Potsdam, alors que la Chine a décidé vendredi d'assouplir légèrement, de 0,3% à 0,5%, la bande de fluctuation quotidienne de sa devise pour lui permettre de s'apprécier plus rapidement.

Les Occidentaux accusent la Chine de maintenir le yuan artificiellement bas pour se donner un avantage concurrentiel et doper ses exportations. Le geste de vendredi était visiblement destiné à les contenter. Le Japon et les États-Unis ont cependant jugé cette action insuffisante et demandé à la Chine de laisser sa monnaie progresser encore.

Première assemblée d'un parti en devenir

HUGO DE GRANDPRÉ

C'est aujourd'hui qu'Allen E. Nutik saura si son dernier combat, qui vise à fonder un nouveau parti politique pour défendre les droits des minorités – dont ceux des anglophones – n'aura été qu'un coup d'épée dans l'eau.

L'assemblée de fondation d'Affiliation Québec a lieu cet après-midi à 14h à l'hôtel Ruby Foo's, boulevard Décarie. « S'il n'y a que 15 personnes qui viennent, c'est clair que ce sera un échec et que personne n'est intéressé », admet l'homme de 62 ans.

M. Nutik, un entrepreneur de Westmount, s'est fait connaître par son engagement dans l'Alliance Québec, dans le Parti égalité et dans le Comité québécois pour le Canada. Ces trois groupes se sont longtemps battus

pour les droits linguistiques de la minorité anglophone du Québec. Après le référendum de 1995, certains d'entre eux avaient participé activement au débat sur la partition.

Mais pas question de partition cette fois-ci, assure le sexagénaire. « Pas pour le moment, ce n'est pas nécessaire. Comme vous le voyez, le Parti québécois est sur la voie du Parti égalité », qui est mort de sa belle mort, ironise-t-il.

La nouvelle formation mise plutôt sur la défense des intérêts des minorités de la grande région de Montréal, qui se sentent laissés pour compte par le Parti libéral et qui ne se reconnaissent pas dans les préceptes nationalistes de l'Action démocratique du Québec.

En matière d'éducation, d'affichage et de représentation

démocratique, « on a laissé tomber les droits des communautés minoritaires au Québec », dit-il. Il reproche notamment à Jean Charest de n'avoir nommé qu'une seule anglophone – Yolande James – à son conseil des ministres.

« Il y a eu un temps où il a fallu protéger la langue française au Québec. Mais aujourd'hui, c'est la langue anglaise qui est en difficulté », affirme-t-il.

Selon lui, les lois concernant l'accessibilité des écoles sont dépassées, tout comme les règles sur l'affichage prévues dans la loi 101.

Il préconise aussi une modification de la carte électorale, laquelle, selon lui, ne donne pas suffisamment de poids aux électeurs montréalais. « Le vote municipal de Montréal est la

moitié d'un vote rural. On a donc moins de représentation. On devrait avoir plus de sièges, ou l'extérieur de Montréal devrait en avoir moins. »

En somme, un programme diamétralement opposé à celui de l'ADQ. Mais pas à 100%, précise Allen E. Nutik. Affiliation Québec se place lui aussi au centre droit de l'échiquier politique en ce qui concerne ses positions économiques. « Mais il n'y a rien à l'ADQ pour les minorités anglophones. »

En ce qui concerne le nom du parti, sa ressemblance avec l'Alliance Québec de Brent Tyler n'est pas nécessairement fortuite, ajoute-t-il. « Je dois avouer que le fait que ce sont les mêmes initiales qu'Alliance Québec, qui n'est plus actif, était intéressant. »

Jusqu'à maintenant, seules cinq ou six personnes épaulent Allen E. Nutik dans son entreprise. Il espère en intéresser d'autres afin de pouvoir présenter des candidats dans la grande région de Montréal aux prochaines élections.

En janvier dernier, quelques semaines avant les élections provinciales, des maires de l'ouest de l'île avaient donné leur appui à Mario Dumont, excédés par les tergiversations libérales dans le dossier des défusions municipales. Donneront-ils aujourd'hui leur appui à Affiliation Québec? « Je les ai contactés, mais je n'ai pas encore eu de réponse », indique le militant.

Pour former un nouveau parti, il faut d'abord enregistrer son nom auprès du Directeur général des élections du Québec, puis amasser 100 signatures d'appui. La première étape est en cours, tandis que la seconde devrait être franchie dans les semaines à venir.

HOMMAGE AUX PATRIOTES

En ce 21 mai, les Québécois se rappellent qu'il y a 170 ans, les Patriotes ont milité pour les droits du Bas-Canada et lutté pour l'avènement d'un gouvernement démocratique.

À LA MÉMOIRE DE CES HOMMES ET DE CES FEMMES.



Monument Louis-Joseph Papineau, situé devant l'hôtel du Parlement, à Québec.

ACTUALITÉS

Forte croissance de la contrebande de cigarettes

PRESSE CANADIENNE

Le trafic de cigarettes illégales aurait augmenté de 36 % au Québec et en Ontario entre 2005 et 2006 a affirmé, hier, Radio-Canada en se basant sur un rapport interne de la Gendarmerie royale du Canada.

«L'écart de prix, la disponibilité font en sorte que le volume est dans une croissance exponentielle», a estimé Yves-Thomas Dorval, porte-parole d'Imperial Tobacco.

Dans la réserve de Kahnawake, près de Montréal, une cartouche de 200 cigarettes de contrebande se vend environ 10\$ contrairement à 60\$ sur le marché légal.

Au Québec et en Ontario, les autorités estiment qu'une cigarette sur quatre est illégale. Ce serait le plus haut niveau de

contrebande atteint depuis le début des années 1990.

Un revendeur de Kahnawake a déclaré à Radio-Canada que l'engouement était tel qu'il livrait des cigarettes dans plusieurs régions de la province, notamment en Outaouais.

Selon la GRC, les cigarettes de contrebande seraient fabriquées dans des manufactures illégales par un réseau qui a des bases aux États-Unis et au Canada.

La GRC se dit très inquiète devant l'importance de l'organisaion des trafiquants. «L'argent vient par ici, les cigarettes viennent par ici et, avec les profits, ils (les trafiquants) peuvent acheter de la drogue, de la marijuana qu'ils transportent vers les États-Unis», a déclaré en entrevue le sergent Michael Harvey de la GRC.

SANTÉ ET ENVIRONNEMENT

L'OCDE déplore le peu d'intérêt d'Ottawa pour la question

FRANÇOIS CARDINAL

Bien que le problème des polluants atmosphériques soit plus grave au Canada que dans la plupart des pays industrialisés, le gouvernement fédéral s'intéresse de moins en moins à l'effet de la dégradation de l'environnement sur la santé des Canadiens.

Un rapport accablant de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), obtenu par *La Presse*, note en effet au sein des ministères fédéraux «un recul de l'intérêt pour les questions de santé environnementale», plus précisément au sujet des effets sanitaires de la pollution de l'air (asthme, troubles cardiaques, etc.).

On déplore que ni le temps ni l'argent nécessaires ne soient consacrés à cet enjeu, même si la qualité de l'air est mauvaise au Canada. «Les émissions de polluants atmosphériques classiques demeurent très élevées par rapport à la plupart des pays de l'OCDE, note-t-on. En outre, de récentes études épidémiologiques menées au Canada ont montré que les dommages sanitaires liés à la pollution de l'air restaient préoccupants.»

Malgré tout, les ministères n'envisagent pas cet enjeu comme une priorité, révèle-t-on. «Aux priorités traditionnelles viennent s'ajouter de nouvelles problématiques, ce qui laisse bien peu de moyens (c'est-à-dire de temps et d'argent) à consacrer aux questions de santé et d'environnement.»

On regrette par exemple que le pays rechigne à allouer des fonds à la recherche, une lacune qui n'est pas sans conséquence: les décisions gouvernementales peuvent ainsi être prises «sur la base d'informations incomplètes», étant donné la difficulté à faire des liens entre la dégradation de l'environnement et la santé humaine.

«Par exemple, notent les auteurs, même s'il est admis que les enfants sont particulièrement vulnérables face à la pollution de l'environnement, il n'existe pas d'éléments scientifiques suffisamment solides pour étayer l'adoption de normes plus sévères en vue de mieux les protéger des risques environnementaux.»

Les auteurs de l'étude soulignent qu'une recension des études canadiennes sur la question démontre que la pollution atmosphérique a «des effets significatifs sur la santé de la population canadienne». On parle de problèmes d'asthme, d'irritation des yeux, d'hospitalisation, voire de mortalité.

On cite par exemple une étude non publiée (Judek et al., 2004) portant sur huit villes canadiennes, qui conclut que le

nombre de décès prématurés liés à l'exposition de courte durée à la pollution de l'air est d'environ 1800 par an. La «surmortalité annuelle» (décès qui auraient pu être évités) liée à l'exposition de longue durée à cette même pollution représenterait 4200 décès par an.

«Les auteurs estiment donc à 5900 le nombre annuel de décès prématurés imputables à la pollution de l'air, précise-t-on. Cependant, vu que l'étude porte sur un tiers seulement de la population canadienne, ces résultats sont à manier avec prudence.»

C'est dans un tel contexte que l'organisme basé à Paris a scruté la coordination des politiques environnementales au pays. En plus de la trouver «complexe» en raison du nombre de ministères impliqués ainsi que des chevauchements entre le fédéral et les provinces, l'Organisation montre du doigt la prise de décisions «morcelées».

«Le domaine de la santé et de l'environnement (...) pâtit peut-être d'un morcellement excessif, selon certaines personnes interrogées. Il y a donc des difficultés en termes de communication et de crédibilité qui peuvent compliquer la coordination», écrit-on.

L'OCDE souligne toutefois à grands traits les efforts du gouvernement pour favoriser la collaboration entre les ministères de la Santé et de l'Environnement. On louange en effet le travail «très efficace» accompli de concert par ces deux instances.

Cela dit, on recommande au gouvernement d'aller plus loin et de créer un conseil ou un organisme chargé exclusivement des questions de santé environnementale. «La prochaine étape semble être l'intégration de ces politiques, c'est-à-dire l'élaboration d'une politique commune pour tous les secteurs concernés», note-t-on.

Pour l'OCDE, la santé environnementale est un «problème transversal» qui commande la participation de plusieurs ministères, pas seulement ceux de la Santé et de l'Environnement. Les Transports, l'Agriculture, le Logement et l'Aménagement urbain doivent également joindre leurs forces pour améliorer la santé environnementale des citoyens.

Déjà, il y a trois ans, l'OCDE soulignait «avec insistance la nécessité pour le Canada d'améliorer l'efficacité de sa politique environnementale». On notait alors que «la gestion de la pollution» demeurait un enjeu de taille.

COURRIEL

Pour joindre notre journaliste: francois.cardinal@lapresse.ca

EN BREF

Esclavage à Laval: le couple se défend

L'Éthiopienne de 29 ans supposément maintenue en esclavage était «libre comme l'air», pouvait sortir de la maison à sa guise et avait accès à un téléphone, selon le couple de Laval chez qui elle habitait, qui a été arrêté plus tôt cette semaine par la GRC. En entrevue à TVA, Nichan Manoukian et sa conjointe, Manoudshag Saryboyadjian, ont déclaré que leur employée aurait subi l'influence d'une amie éthiopienne qui l'a poussée à les accuser. Arrivée au Canada en 2004, la jeune Éthiopienne travaillait pour le couple depuis huit ans au Liban, ont-ils précisé. — La Presse

Snowbirds: le pilote mort devait se marier

Le père du pilote mort vendredi au Montana a indiqué que son fils devait se marier le mois prochain à Montréal. Le capitaine Shawn McCaughey, de Candiac, en Montérégie, participait à des exercices aériens au-dessus de la base des forces aériennes américaines de Malmstrom, au Montana, quand son appareil s'est écrasé. Le père de la victime a dit que toute la famille était anéantie. «En décembre, il s'était fiancé sur un bateau et il devait se marier dans trois semaines, le 9 juin», a dit Ken McCaughey. » Le capitaine McCaughey en était à sa deuxième année dans les Snowbirds. — PC



Islesmere

SE JOINT À CLUBLINK

POUR L'OCCASION,
VENEZ RELEVER LE DÉFI DE
27 DES PLUS PITTORESQUES
TROUS DE GOLF..

ClubLink est fière d'ajouter
à sa liste de parcours le réputé
Club de Golf Islesmere
de Laval.

Créé en 1919, ce club de
golf hautement reconnu se
compara aisément aux parcours
d'Angleterre et d'Écosse.

Il fut à maintes occasions l'hôte
des tournois de la CPGA et
témoin des victoires de
Moe Norman et Byron Nelson.

Situé à 15 minutes du Club
de Golf Le Fontainebleau
de Blainville, Islesmere, avec
ses 27 trous pittoresques,
s'impose cette saison en
tant que nouveau Club de Golf
membre de ClubLink.

CLUBLINK

UN ABONNEMENT

plus de golf

POUR INFORMATION SUR LES ABONNEMENTS

COMPOSEZ LE 1 866 915.6638

OU VISITEZ LE WWW.CLUBLINK.CA

Kanata
GOLF & COUNTRY CLUB

HP
CLUB DE GOLF
HAUTES PLAINES

Eagle Creek
GOLF CLUB

Club de Golf
Le Fontainebleau
Blainville

LE MAÎTRE
DE MONT-TREBLANT

VAL DES LACS
CLUB DE GOLF

GH
GREYHAWK
GOLF CLUB

CENTRE
DES SCIENCES
DE MONTRÉAL

La Fondation du Centre des sciences de Montréal présente

Gunther von Hagens

LE MONDE DU CORPS 2
L'anatomie révélée à travers de véritables corps humains

MAINTENANT

Achetez vos billets au centredessciencesdemontreal.com

Les secrets de la « Page Six »



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE
NEW YORK

C'est une page mythique qui peut assurer le succès d'un livre ou d'un restaurant, causer la ruine d'une réputation ou d'un mariage, influencer sur le monde de la politique ou de la mode.

C'est la « Page Six », nom de la chronique quotidienne de potins du *New York Post*, qui est aujourd'hui secouée par un scandale dont se délectent ses concurrents, y compris le très sérieux *New York Times*.

Il faut dire que l'affaire soulève des questions journalistiques importantes et embarrasse le patron du *Post*, Rupert Murdoch, au moment où il tente de se porter acquéreur du *Wall Street Journal*, un des fleurons de la presse américaine.

L'ironie veut que le scandale ait été révélé vendredi par la *Page Six* elle-même. Les nouvelles les plus croustillantes concernent le rédacteur en chef du *Post* et le responsable de la chronique de potins.

Club de strip-tease et «cadeau» en argent liquide

Le premier, Col Allan, admet avoir fréquenté «il y a plusieurs années» un club de strip-tease new-yorkais bien connu mais nie y avoir reçu des faveurs sexuelles.

«Ma conduite était irréprochable», a déclaré Allan à son propre journal.

Quant au responsable de la *Page Six*, Richard Johnson, il reconnaît avoir accepté un cadeau de 1000 \$ en argent liquide de la part de Nello Balan, célèbre restaurateur new-yorkais.

Après avoir été mis au courant de cette «grave erreur», son patron lui a adressé une réprimande sévère, précise la chronique de potins, dont la création remonte à 1976, l'année où Murdoch est devenu propriétaire du *Post*.

On peut déceler dans ces aveux pressés l'influence du publicitaire new-yorkais Howard Rubenstein, dont la liste des clients inclut le promoteur immobilier Donald Trump et le propriétaire des Yankees de New York, George Steinbrenner. Sa philosophie se résume ainsi: si une nouvelle gênante est sur le point de sortir, aussi bien la sortir soi-même.

Censure pour la Chine

Le *New York Post* est donc allé au-devant des coups en révélant le contenu d'une déposition signée par un ancien collaborateur de la *Page Six*, Ian Spiegelman.

Celui-ci ne met pas seulement en cause Allan et Johnson. Il accuse en outre Murdoch d'avoir interdit la publication, dans la *Page Six*, de toute information négative sur les dirigeants de la Chine.

Spiegelman donne l'exem-

ple d'un potin sur un diplomate chinois qui n'a jamais été publié, sous prétexte qu'il aurait «irrité le régime communiste et compromis les droits de télédiffusion de Murdoch» en Chine.

Spiegelman affirme également que Murdoch a empêché sa maison d'édition, HarperCollins, de publier le livre de l'ancien gouverneur de Hong Kong, Chris Patten, qui se montrait critique à l'égard de la Chine.

Ces accusations tombent bien

Malgré la générosité de son offre, Murdoch se bute à l'opposition de la famille propriétaire, les Bancroft, et du syndicat, qui craignent pour la qualité et l'indépendance du journal.

Cette semaine, Murdoch a envoyé une lettre aux membres de la famille Bancroft pour leur proposer un siège au conseil de son groupe, News Corporation, ainsi qu'un droit de regard sur la ligne éditoriale et l'indépendance du *Wall Street Journal*.

Un journaliste suspendu poursuit le Post

L'ex-journaliste a fait sa déposition dans le cadre d'une poursuite que s'apprête à intenter un autre ancien collaborateur de la *Page Six*, Jared Paul Stern, contre le *New York Post*.

Stern a été suspendu par le *Post* l'an dernier après la divulgation d'une autre affaire qui avait entaché la réputation du tabloïd new-yorkais.

Un milliardaire, Ron Burkle,

une couverture favorable dans la *Page Six*.

Le FBI, qui a enquêté sur cette affaire, a décidé de ne pas porter d'accusations contre Stern. Aussi celui-ci réclame-t-il la fin de sa suspension, ce que le *Post* lui refuse.

Autres écarts

Et Richard Johnson, le responsable de la *Page Six*, survivra-t-il aux dernières révélations? Selon Spiegelman, il n'aurait pas seulement accepté l'argent de Nello Balan, dont le nom est souvent mentionné dans la chronique de potins du *Post*. L'an dernier, il aurait également enterré sa vie de garçon dans la demeure mexicaine d'un producteur de porno *soft*, qui aurait dépensé 50 000 \$ pour l'occasion.

Ce producteur a par la suite reçu le titre de «nouveau Hugh Hefner» dans la *Page Six*.

Ces accusations tombent bien mal pour Rupert Murdoch, qui a offert cinq milliards pour racheter le groupe d'informations financières Dow Jones, éditeur du Wall Street Journal.

mal pour Rupert Murdoch, qui a offert cinq milliards pour racheter le groupe d'informations financières Dow Jones, éditeur du *Wall Street Journal*.

Reste à savoir lequel des documents aura plus de poids auprès des Bancroft: la lettre de Murdoch ou la déposition de Spiegelman.

affirmait avoir été victime d'une tentative d'extorsion de 220 000 \$ par le journaliste. En échange de cette somme d'argent, Stern lui aurait promis

ARTS SPECTACLES
AU-DELA DE LA SCÈNE
Tous les jours dans LA PRESSE

ACTUEL TENDANCES
Tous les jours dans LA PRESSE

POUR TROUVER.
CARRIÈRES
Le samedi dans LA PRESSE

Solde du long week-end!

Isaac Mizrahi pour femmes
INCROYABLE!
ISAACMIZRAHI
pour LES AILES DE LA MODE
ISAACMIZRAHI
T-shirts, camisoles et polos
Mix & Match!
2 pour 20\$
Rég. 15.50\$-25.50\$

AILES SOLDE!
LES AILES DE LA MODE

MAJORA BEECHERS BROOK
ISAACMIZRAHI
Robes de jour
Robes soleil
Robes «Baby Doll»
à partir de **19.99\$**

Dimanche et lundi seulement!

OBTENEZ 25% de rabais

- sur ces marques:
- | | |
|-----------------|--------------|
| ANNE KLEIN | KENNETH COLE |
| Ben Sherman | Kenzie |
| Chinese Laundry | KGB |
| D Collection | LOUBEN |
| DEBBIE SHUCHAT | Mondani |
| ECHO | NINE WEST |
| EVAN-PICONE | One Shirt |
| GUESS | RAMPAGE |
| HILARY RADLEY | RODIER |
| JONES NEW YORK | Taifun |
| | Zokai |
- et encore plus

For Him U.K.
F.H.U.K.
Chemises à partir de 29.99\$
Vestons à partir de 99.99\$
Jeans à partir de 29.99\$

Département tout-aller
BEECHERS BROOK MAJORA
T-shirts et camisoles
Mix & Match!
2 pour 15\$

Isaac Mizrahi pour hommes
ISAACMIZRAHI
Polos pour hommes
2 pour 20\$
Shorts de coton pour hommes 19.99\$

Département habits designers
- Nouvel arrivage -
ISAACMIZRAHI
2 habits pour 400\$
Prix régulier 495\$ chacun ou achetez un habit Isaac Mizrahi pour 249.99\$

Mode d'été pour hommes
Habits de lin pour hommes
à partir de 99.99\$
CMV 295.00\$
Nouvel arrivage!!
Chemises de lin 29.99\$
Pantalons de lin 29.99\$

Vêtements tout-aller pour femmes
Shorts de coton 2 pour 20\$
à partir de
Capris de coton 2 pour 30\$
à partir de

VENTE DE PIANOS
Cégep de St-Laurent
Venez choisir votre piano
1 - 2 - 3 juin
+ 60 pianos neufs et usagés
Sur rendez-vous seulement
(514) 276-3333
Par Kawai Canada Musique et le centre musical Italmélie

solarium
SERVITECH
Rapprochez-vous de la nature
1 800 567-0443
solariumservitech.com

AILES LES AILES DE LA MODE
Centre-ville MONTREAL 514-282-4537
Mail Champlain BROSSARD 450-672-4537
Place Sainte-Foy SAINTE-FOY 418-652-4537
Carrefour Laval LAVAL 450-682-4537

LE TOUR DU GLOBE

ROUMANIE

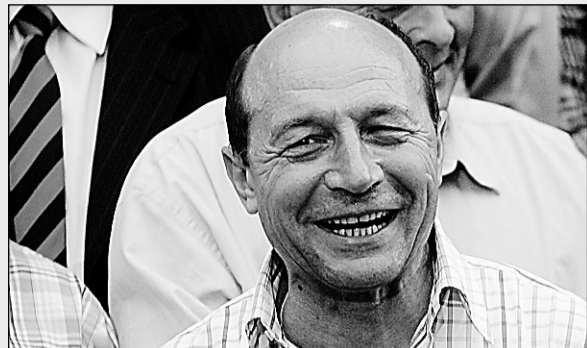


PHOTO BOGDAN CRISTEL, REUTERS

Traian Basescu

Les Roumains votent contre la destitution de Basescu

Les Roumains, consultés hier par référendum, ont rejeté à une forte majorité la destitution du président Traian Basescu, suspendu par le Parlement, qui l'accuse d'abus de pouvoir. Selon des sondages menés par Insomar/Metro Media et l'institut CURS à la sortie des urnes, entre 75 % et 78,1 % des électeurs ont voté contre la destitution du chef de l'État, avec un taux de participation estimé à 49 %. Les premiers résultats officiels étaient attendus ultérieurement hier, tandis que les chiffres définitifs devraient être publiés demain. Il reviendra alors à la Cour constitutionnelle de valider le référendum et de rétablir M. Basescu dans ses fonctions. Plus de 18 millions de Roumains étaient appelés aux urnes, dont environ deux millions qui résident à l'étranger. — AP

ÉTATS-UNIS

L'administration Bush fustigée par Carter

L'administration Bush est « la pire de l'histoire » en matière de relations internationales, affirme l'ancien président démocrate américain Jimmy Carter dans le journal *Arkansas Democrat-Gazette* d'hier. « Nous avons désormais avalisé le concept de guerre préventive (...) alors même que notre propre sécurité n'est pas directement menacée, quand nous voulons changer un régime ou redoutons que notre sécurité puisse à l'avenir être compromise », a déploré M. Carter, 82 ans, qui fut de 1977 à 1981 le 39^e président des États-Unis. Cela marque un changement « radical » par rapport à la politique menée par « toutes les autres administrations », a-t-il souligné. Il a critiqué George W. Bush pour sa politique au Proche-Orient, relevant qu'il y a « zéro pour parler de paix » entre Israël et Palestiniens. L'administration Bush, a-t-il poursuivi, a de surcroît « abandonné ou directement » remis en cause tous les accords négociés par ses prédécesseurs en matière d'armes nucléaires et d'environnement. — AP

AFGHANISTAN

Neuf morts dans un attentat

Neuf personnes, dont trois soldats allemands de l'OTAN, ont été tués hier dans un attentat suicide revendiqué par les talibans dans le nord de l'Afghanistan, alors que des combats près de Kaboul et dans l'Est ont fait des dizaines de morts dans les rangs rebelles. Trois militaires allemands et six civils afghans ont péri dans un attentat perpétré par un kamikaze sur un marché de Kunduz, a déclaré le gouverneur de Kunduz, Mohammad Omar, en faisant également état d'une dizaine de civils blessés. Les militaires « étaient à pied en train de faire du shopping » lorsque le kamikaze s'est approché d'eux et s'est fait exploser, a-t-il expliqué. Les talibans ont revendiqué cet attentat par la voix d'un porte-parole. La Force internationale d'assistance à la sécurité a confirmé dans un communiqué que trois de ses soldats avaient été tués et deux autres blessés. — AFP

KOSOVO

L'indépendance à portée de main

En cas de veto russe au Conseil de sécurité de l'ONU, le Kosovo ne déclarera son indépendance qu'avec l'accord des États-Unis, des Européens et du secrétaire général de l'ONU, a déclaré le premier ministre du Kosovo, Agim Ceku, à un hebdomadaire à paraître aujourd'hui. Dans cette interview accordée au *Journal du Dimanche*, M. Ceku juge néanmoins que « tout est en place pour une adoption rapide de la résolution déposée par l'Union européenne et les États-Unis » devant le Conseil de sécurité de l'ONU, et pour une proclamation de l'indépendance du Kosovo « en juin ». — AFP

Fragile cessez-le-feu à Gaza

AGENCE FRANCE-PRESSE

GAZA — Un cinquième cessez-le-feu conclu hier entre le mouvement islamiste palestinien Hamas et le Fatah du président Mahmoud Abbas a commencé à être appliqué en fin de journée dans la bande de Gaza, où l'armée israélienne a poursuivi son offensive aérienne contre les tirs de roquettes.

C'est la première fois depuis le 11 mai, début des affrontements entre les combattants du Hamas et les forces de sécurité loyales à M. Abbas, qu'un cessez-le-feu connaît un début d'application sur le terrain. Les combats ont fait au total 50 morts.

Toutefois, trois activistes du Fatah et deux du Hamas ont été blessés hier soir lors d'échanges de tirs sporadiques dans la ville de Gaza, selon des sources médicales.

Le Hamas et le Fatah sont parvenus à cet accord à la suite de contacts téléphoniques entre M. Abbas, le chef en exil à Damas du Hamas Khaled Mechaal, et le président égyptien Hosni Mubarak, a affirmé le porte-parole du premier ministre Ismaïl Haniyeh, Ghazi Hamad.

« L'accord commence à être appliqué. Les hommes armés descendent des tours (d'habitation où ils étaient postés) et les barrages sont levés », a affirmé le général Abdel Razzaq al-Majaïda, conseiller militaire du président palestinien, chargé de veiller à la mise en oeuvre du cessez-le-feu.

Un correspondant de l'AFP a constaté

que des dizaines d'hommes armés des deux camps quittaient leurs positions dans les quartiers de Tal al-Hawa et Rimal, dans le sud-ouest et le centre de la ville, où les combats ont été les plus acharnés.

Hier, la ville de Gaza a commencé à reprendre vie après neuf jours d'affrontements qui avaient contraint les habitants à rester cloîtrés chez eux.

« Nous sommes prêts à appliquer l'accord pour mettre fin à ces événements regrettables », a souligné Naji al-Sarhi, un représentant du Hamas.

Hier, la ville de Gaza a commencé à reprendre vie après neuf jours d'affrontements qui avaient contraint les habitants à rester cloîtrés chez eux.

M. Haniyeh a appelé les deux mouvements « à s'unir et à s'engager à faire face à l'agression israélienne brutale dans la bande de Gaza. »

Un accord fragile

Mais ce cessez-le-feu reste fragile. Des hommes armés ont ainsi tiré à Gaza sur le convoi de Mohammed al-Masri, général du Renseignement palestinien, peu après l'annonce du nouvel accord, selon un porte-parole

du Fatah, Maher Maqdad. L'officier n'a pas été touché.

Dans le même temps, l'aviation israélienne a poursuivi sa riposte, la plus vaste et la plus meurtrière depuis la conclusion d'une trêve fin novembre, pour tenter de mettre fin aux tirs de roquettes palestiniennes contre le sud d'Israël.

Lors d'un raid à Beit Hanoun, dans le nord de la bande de Gaza, l'aviation a tué deux Palestiniens et en a blessé cinq, selon des sources médicales et sécuritaires palestiniennes.

Dans la soirée, un autre Palestinien a été tué lors d'un raid dans le camp de réfugiés de Jabalia. Au total, 20 Palestiniens, dont 16 membres du Hamas, ont péri dans la série de raids lancés par l'aviation israélienne depuis mercredi.

Loin d'avoir diminué, les tirs de roquettes ont été plus nombreux cette semaine que durant les deux derniers mois. Du 15 mars au 15 mai, 100 roquettes se sont abattues en Israël, alors que 110 sont tombées en territoire israélien depuis le 15 mai, selon l'armée.

Israël s'est montré réticent pour l'heure à lancer une opération terrestre de grande envergure dans la bande de Gaza, qu'elle avait évacuée en 2005.

« Nous devons examiner quand une opération (terrestre) devrait être menée. Pour le moment, ce n'est pas nécessaire, nous avons suffisamment de marge de manoeuvre », a affirmé le ministre de la Défense, Amir Peretz.



PHOTO STEFAN ROUSSEAU, REUTERS

Le premier ministre de Grande-Bretagne, Tony Blair, s'est entretenu hier avec les soldats britanniques au quartier général de Bassora, en Irak.

Ultime visite de Tony Blair à Bagdad

AGENCE FRANCE-PRESSE

BAGDAD — Le premier ministre britannique, Tony Blair, a fait hier à Bagdad une visite surprise, très probablement sa dernière en Irak avant de quitter ses fonctions, fin juin. Il a saisi l'occasion pour défendre à nouveau l'engagement de la Grande-Bretagne dans ce pays.

Peu avant la confirmation officielle de cette visite, trois obus de mortier s'étaient abattus dans la zone verte, un secteur fortifié de Bagdad abritant les institutions irakiennes et les ambassades américaine et britannique. Au moins une personne a été blessée, selon l'ambassade américaine.

Plus tard dans la journée, deux autres obus de mortier ont explosé, sans faire de victimes, dans une base où M. Blair rencontrait des soldats britanniques près de Bassora, dans le sud de l'Irak, a

annoncé un porte-parole militaire. Dans l'est de l'Irak, 15 civils, des Kurdes chiites, ont été tués à l'aube dans une attaque menée par des hommes armés vêtus d'uniformes, selon les services de sécurité et les autorités locales.

L'attaque, qui a visé le village de Qara Lous, à 100 km de Bagdad, près de la frontière irakienne, a été menée au nom de « l'État islamique en Irak », une alliance de groupes sunnites extrémistes chapeauté par la section irakienne d'Al-Qaeda.

Dix autres personnes, dont quatre enfants, ont été tuées dans des violences ailleurs au pays.

À Bagdad, Tony Blair, dont c'est la huitième visite en Irak depuis l'invasion du pays, en mars 2003, a reconnu que la situation demeurait « clairement très difficile », tout en soulignant des « signes clairs de progrès. »

« Si vous regardez tout l'Irak, a-t-il dit, la situation s'améliore. Dans d'autres lieux, les gens coopèrent avec les forces de sécurité. Le fait est que l'Irak a été libéré de la terrible dictature de Saddam (Husseïn) et qu'il y a désormais des tentatives d'oppression différentes avec le terrorisme et la violence. »

M. Blair s'est ensuite rendu à Bassora, à 550 km au sud de Bagdad, où sont stationnés la majeure partie des plus de 7000 soldats britanniques encore déployés en Irak. Ces soldats sont la cible d'attaques des milices chiites.

Le premier ministre a félicité les militaires britanniques pour leur engagement et a rencontré des officiers avant de quitter le pays dans la soirée.

Tony Blair va quitter ses fonctions le 27 juin, après 10 ans au pouvoir.

On dit qu'il faut vivre le moment qui passe. Voici comment.

IS 250 RWD 2007
3488831A
398 \$/mois*
location de 36 mois

À LA CONQUÊTE DE LA PERFECTION. **LEXUS**

« Kaizen » est la philosophie de l'amélioration permanente. Laissez-nous vous montrer comment.

LEXUS Gabriel

3303 Côte-de-Liesse
Saint-Laurent
514.747.7777
www.gabriel.lexus.ca

LEXUS Prestige

5770, Boul. Taschereau
Brossard
450.923.7777
www.prestige.lexus.ca

Lexus Gabriel - Gagnant du Prix de l'Excellence Lexus 2005 et 2006

*Modèle Lexus neil IS 250 RWD 2007 à un PSF de 36 550 \$. Frais de transport et de préparation, taxes applicables, immatriculation, enregistrement, taxe sur les pneus neufs et assurances en sus. * Terme de location offert par l'entremise de Lexus Services Financiers sur approbation du crédit. Offre de durée limitée valide à la location d'un modèle neil IS 250 RWD 2007. Location basée sur un terme de 36 mois. Paiement mensuel de 398 \$ avec acompte de 3 995 \$. Taxes applicables, immatriculation, enregistrement, taxe sur les pneus neufs et assurances en sus. Kilométrage limité à 20 000 par année. Des frais de 0,15 \$ pour chaque kilomètre supplémentaire s'appliquent. Les concessionnaires Lexus sont libres d'établir les prix de détail et de location à leur discrétion. Une commande au détail pourrait être requise. Voyez Gabriel Lexus ou Prestige Lexus pour tous les détails.

environnement /// sauvons la planète!

Le grand pari de l'humanité



JEAN LEMIRE
COLLABORATION SPÉCIALE

L'auteur est biologiste, photographe et cinéaste. Il a été chef de trois missions à bord du voilier Sedna IV, dont la plus récente en Antarctique. Il signera tous les dimanches une chronique dans nos pages.

J'aime à penser que la simple beauté du monde sauvera la planète. Mais, vous le savez, je suis un rêveur. Si la beauté engendre l'admiration, ne devrait-elle pas aussi inspirer le respect? Alors, pourquoi toute cette beauté qui s'offre au regard est-elle aujourd'hui menacée?

La distance que nous prenons par rapport à la nature déracine nos perceptions. Dans les artifices de nos sociétés, nous avons créé un modèle de vie qui nous isole de ce que nous sommes, ce qui nous entraîne à renier, inconsciemment, nos origines. Mais l'humanité ne peut s'exclure ainsi de son environnement avec la prétention du Créateur.

Dans le cloisonnement de nos sociétés, nous pensons tout maîtriser, bien installés dans le confort des villes-royaumes que nous avons créées. Nous en venons à nous convaincre que tout va bien, que l'avenir dépendra de nous puisque nous maîtrisons tout. Détachés d'une certaine réalité, nous avons façonné notre bulle d'inconscience et d'insouciance, en venant presque à croire que l'humanité s'élèvera au-dessus de tout, que l'humain saura trouver une solution à tous les maux, par sa simple ingéniosité et sa créativité.

Il est vrai que la biosphère, cette unité qui représente l'ensemble des formes de vie sur Terre, possède de formidables mécanismes de défense et d'adaptation: elle se soigne, s'adapte et se reproduit de manière à se per-

petuer. Paradoxalement, l'extinction des espèces est nécessaire à ce processus d'évolution de la vie. Or le grand équilibre entre les espèces vivantes demande du temps, beaucoup de temps pour permettre à la vie de se transformer, de s'adapter.

L'humain n'existe que depuis moins d'un million d'années, ce qui est bien peu à l'échelle de la planète. L'évolution nous a donné une place de choix au sein de la biosphère et, comme tous les autres vivants, nous dépendons des autres formes de vie pour notre survie. Notre nourriture vient du vivant. Nous fertilisons les sols de nos récoltes avec le fumier des animaux que nous mangeons, pendant que les

environ 40 % de la production primaire nette de la planète. Pour assurer sa survie, l'humain transforme la nature pour assurer son rythme de surconsommation, modifiant les habitats qui assurent et sous-tendent la biodiversité de la planète. Ce faisant, notre espèce prive les autres des ressources nécessaires au maintien de la vie. Par cupidité, l'humain pousse ainsi les autres espèces vers l'extinction. Or, si l'humain dépend des autres formes de vie pour se nourrir et pour assurer sa propre survie, ne se pousse-t-il pas lui-même vers sa propre destruction?

Il n'y a pas meilleur indice de la santé environnementale de la planète que son niveau de

environ 1000 fois ce qu'il était avant l'arrivée des humains.

Le dernier rapport des experts internationaux qui étudient les conséquences des changements climatiques prévoit que la hausse des températures, la sécheresse et la désertification entraîneront une diminution de 20 à 30 % de la biodiversité au cours du prochain siècle. Jamais la Terre n'aura essuyé pareille hécatombe.

J'aime à penser que la simple beauté du monde sauvera la planète, qu'elle entraînera la plus importante mobilisation humaine pour contrer l'effet dévastateur de notre empreinte écologique qui ne cesse de s'amplifier. Mais, vous le savez, on m'accuse souvent d'être un rêveur.

D'autres aiment à penser que l'humanité s'élèvera au-dessus des lois naturelles qui ont toujours contrôlé la vie sur cette planète, que la solution à tous les maux se trouve dans ce que nous allons créer, justifiant l'immobilisme manifeste qui nous caractérise. Je me méfie de l'arrogance de ceux qui se voient en créateurs. À mon tour de les qualifier de rêveurs.

Depuis toujours, des espèces disparaissent, d'autres évoluent, et la vie continue. C'est la grande loterie de la vie, qui change et se transforme. L'humain n'est pas au-dessus des lois naturelles. Dans ce pari pour l'avenir, je nous souhaite de tirer le bon numéro...

Bon vent!

L'incroyable force prédatrice de l'humain est venue déjouer les règles de la sélection naturelle, et l'humain, une espèce parmi des millions d'autres, accapare maintenant environ 40 % de la production primaire nette de la planète.

insectes assurent la pollinisation des plantes et que les bactéries recyclent la terre. La nature nourrit ses habitants, depuis toujours, dans un système établi et équilibré. Mais un réel déséquilibre s'est créé. L'incroyable force prédatrice de l'humain est venue déjouer les règles de la sélection naturelle, et l'humain, une espèce parmi des millions d'autres, accapare maintenant

biodiversité. L'humain est arrivé sur la Terre au moment où la diversité biologique était au plus haut niveau jamais atteint. Or, en moins d'un million d'années, jamais une espèce n'a été à elle seule responsable d'une perte de biodiversité aussi importante. Au cours des 100 dernières années, le taux d'extinction des espèces s'est accéléré de façon exponentielle, pour atteindre

CARTE POSTALE

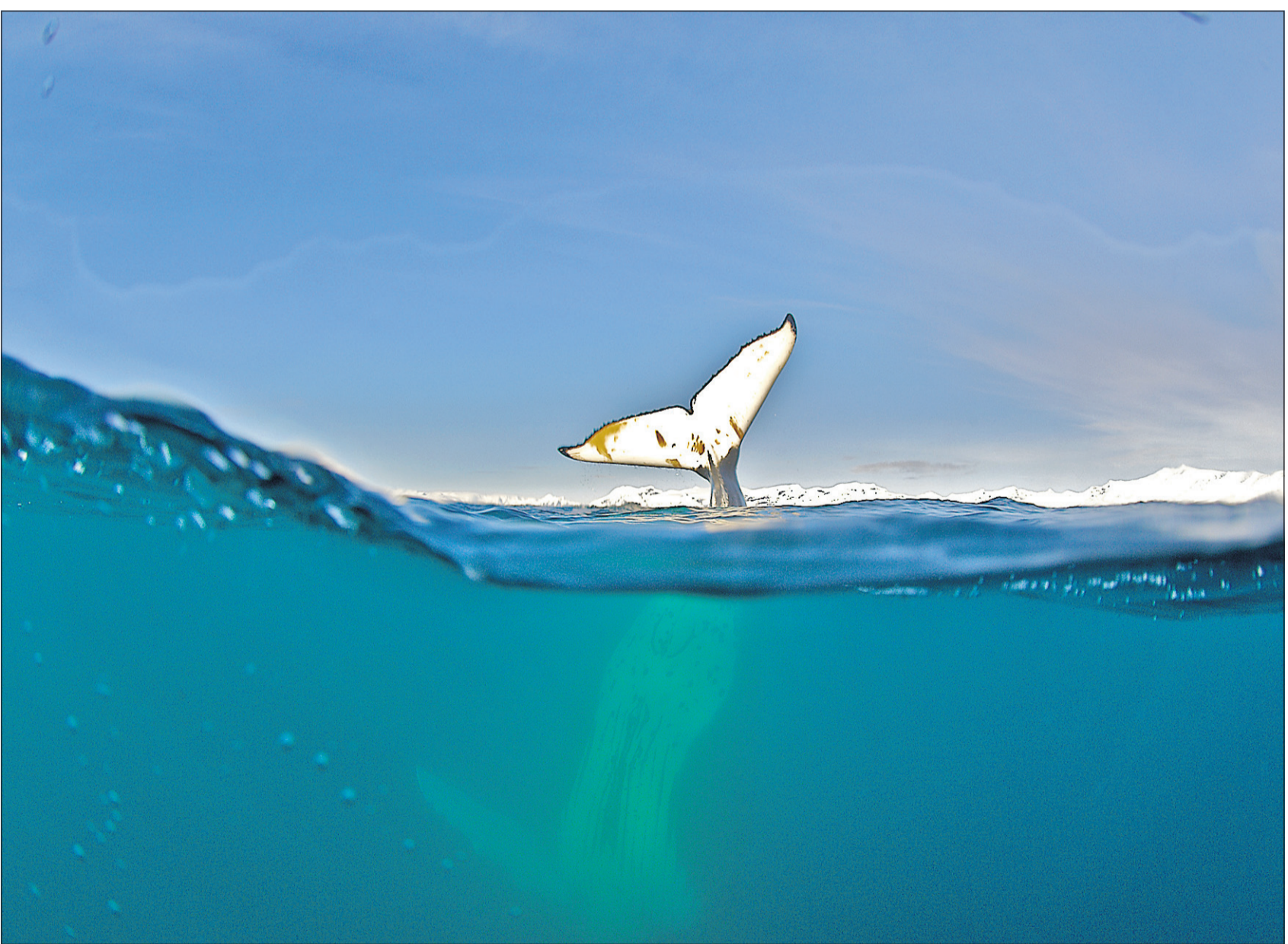


PHOTO JEAN LEMIRE, COLLABORATION SPÉCIALE

Archipel de Melchior, Antarctique, mai 2006. Un orqual à bosse se tient en équilibre entre la surface et les sombres profondeurs de l'océan. Toutes les espèces de baleines peinent encore à se remettre d'une exploitation débridée par les humains au siècle dernier. Cette ressource en graisse a permis de lubrifier les rouages d'une économie basée sur le prélèvement insouciant des ressources naturelles, sans souci de conservation.

LA QUESTION DE LA SEMAINE

Q Nous exploitons les ressources naturelles à un rythme alarmant, ce qui menace la survie des autres espèces végétales et animales sur notre planète. Est-il vrai que nous sommes entrés dans la sixième grande période d'extinction?
— Louis, Drummondville.

R L'histoire de la vie sur Terre est ponctuée de cataclysmes environnementaux à grande échelle qui ont défini les grands cycles de l'existence. On parle d'ères glaciaires, d'hivers volcaniques, de collisions météoritiques qui sont responsables des disparitions massives d'espèces vivantes. La Terre a connu cinq événements majeurs d'extinction au cours des 500 derniers millions d'années. En ce moment, nous sommes en pleine crise environnementale, et la perte rapide de la biodiversité à l'échelle de la planète montre bien que la vie peine à s'adapter au rythme sans cesse grandissant de notre croissance et de notre consommation. Selon les travaux du chercheur E. O. Wilson, sommité en la matière de l'Université d'Harvard, on estime qu'entre 1 % et 10 % des espèces disparaissent tous les 10 ans, soit environ 27000 espèces chaque année. Et ses données ne tiennent pas compte des dernières prédictions du GIEC, qui prévoient une réduction importante de la biodiversité au cours des prochaines décennies, en raison des effets des changements climatiques. Peut-on qualifier cette situation de sixième grande période d'extinction? À cette question, je répondrai par une autre: l'homme serait-il devenu l'un des grands cataclysmes de la planète?

MA SUGGESTION

AUJOURD'HUI

À MONTRÉAL

Le *Sedna IV* ouvre ses portes au public, au quai de l'Horloge du Vieux-Port de Montréal. L'équipe d'animation du Biodôme de Montréal vous propose de découvrir les entrailles du voilier, de la timonerie à la salle des machines. Il est ouvert les fins de semaine et jours fériés, de 10 h à 17 h. Contribution volontaire.

Également à l'agenda, dans le cadre de la Journée internationale de la diversité biologique, la conférence *Mission Antarctique : la Terre vue de la mer*, au Palais des congrès de Montréal, le 22 mai à 19 h 30. Venez vivre l'expédition du *Sedna IV* et voir les premières images spectaculaires en vidéo haute définition. Sur un ton intimiste, je vous invite à revivre cette aventure humaine hors du commun.

Visitez mon document multimédia:
www.cyberpresse.ca/jeanlemire

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

FORUM

André Desmarais > Président du conseil d'administration **LA PRESSE**
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAL

La lutte des classes... moyennes



mroy@lapresse.ca

MARIO ROY

La classe moyenne s'étirole. Depuis 1989, la proportion des familles canadiennes entrant dans cette catégorie est passée de 52 à 47 % de la population. Les deux tiers des gens « expulsés » de la classe moyenne l'ont été vers le bas, pour loger maintenant à l'enseigne des familles à faible revenu. (La classe moyenne gagne entre 75 et 150 % du revenu familial médian, qui est de 58 000 \$; sous 50 %, on parle de faible revenu).

Une analyse de Statistique Canada a récemment dressé ce bilan.

Le document se proposait en fait de quantifier l'évolution de l'inégalité des revenus. Cet écart entre riches et pauvres a crû, en effet, mais ce n'est pas le pire. Car l'inégalité heurte les sensibilités, certes, mais l'économie n'est pas un jeu à somme nulle où la richesse pénalise. De sorte

L'ascenseur social est en panne. Dur pour ceux qui n'ont pas qu'une piscine et un barbecue, mais aussi des enfants...

que, dans la vraie vie, c'est bel et bien le manque de ressources qui cause des ravages. Or, les familles à faible revenu ont vu celui-ci diminuer de 8 % au cours de la même période.

Ce recul est l'effet, à la fois, de l'anémie des revenus provenant du marché, de l'insuffisance des systèmes étatiques de redistribution ainsi que de divers facteurs d'ordre sociologique, dont le divorce et la monoparentalité, qui diluent ou menacent les revenus disponibles.

Dans l'immédiat, c'est donc l'insuffisance des ressources vécue par plus ou moins 10 % des familles canadiennes qui est accablante.

Mais à plus long terme, l'érosion de la classe moyenne, qui afflige aujourd'hui la majorité des pays développés, présente des difficultés plus lourdes encore.

LA BOÎTE AUX LETTRES

/// Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

Petite politique partisane

Ainsi donc, les péquistes pourraient faire tomber le gouvernement ce printemps, à peine deux mois après les élections générales, sur la question des baisses d'impôt. Est-ce qu'il n'y a que les libéraux qui veulent donner un peu de répit à la classe moyenne? Des baisses d'impôt, c'est le moyen de nous redonner un peu de marge de manoeuvre financière... tout en stimulant notre économie. Les libéraux de M. Charest veulent créer de la richesse, grâce à une économie en santé, qui nous permettra de maintenir à long terme tous les acquis que nous avons, que ce soit en santé ou en éducation... Félicitations à M. Charest, qui tente de maintenir une vision à long terme du Québec, malgré les pressions des deux partis de l'opposition à Québec qui veulent faire de la petite politique partisane...

Cathy Morris
Montréal

Et les survivantes?

Je me décide enfin à prendre quelques minutes pour vous écrire un mot au sujet du cancer du sein. Partout à la télévision, dans les journaux, on marche, on se mobilise, on parle prévention, traitements et recherche sur le cancer du sein. O.K. très bien. Mais est-ce que l'on s'est penché sur « les survivantes » qui, elles, attendent pour des reconstructions mammaires à la suite d'un cancer du sein? Je suis de celles-là. J'ai présentement 54 ans, j'ai été diagnostiquée en septembre 2003 et opérée en octobre 2003 alors que j'ai subi une ablation partielle de mon sein. Depuis 2004, je suis sur la liste d'attente pour une reconstruction mammaire à la suite de cette chirurgie et je suis certaine que je ne suis pas la seule. Cela fait plus de deux ans et demi que je suis sur la liste d'attente de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont et j'attends toujours... La raison? Ce n'est pas un cas urgent et les chirurgiens en chirurgie plastique sont débordés. Je pense que oui, ils sont débordés! Débordés dans plusieurs cas à insérer des implants mammaires à des jeunes filles. C'est une clientèle qui paie, alors qu'un cas comme le mien est... aux frais de l'assurance-maladie.

Suzanne L'Abbé

Ces difficultés sont d'abord d'ordre économique.

C'est le cas pour les familles qui se voient exclues de la classe moyenne, évidemment. Mais aussi pour la société dans son ensemble, et spécifiquement pour tout ce qui relève de l'État, de la santé et de l'éducation jusqu'aux programmes de péréquation sociale: au Québec, c'est en effet la classe moyenne qui acquitte 75 % de l'impôt sur le revenu. Par le biais de la consommation, la « déclassification » se fait sentir aussi sur le secteur privé... avec un lourd effet boomerang, encore une fois, sur la caisse de l'État.

Issue du prolétariat du début du siècle dernier, la classe moyenne québécoise est évidemment raillée et méprisée par les élites... même lorsqu'elles en font partie. Dans l'iconographie culturelle ou médiatique, par exemple, le conformisme le plus plat veut qu'elle soit infailliblement dépeinte comme le lieu de la bêtise et du mauvais goût. Les *Voisins* au camping Sainte-Madeleine, décrit l'insignifiant cliché!

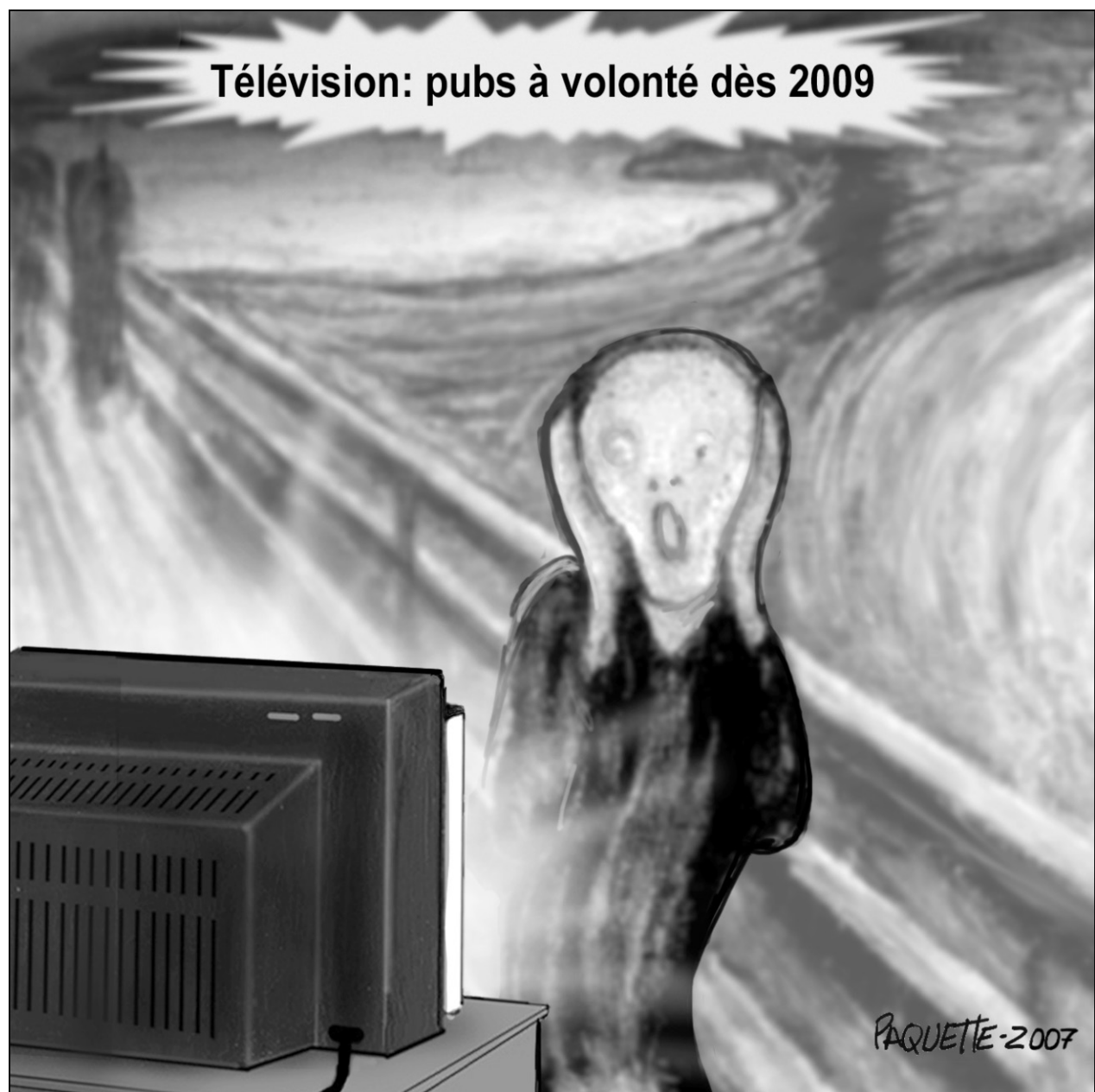
Rappelons que ces *Voisins* n'en alimentent pas moins la pompe à fric de la société...

Au surplus, l'affaire est bien plus qu'une question de sous.

Depuis un demi-siècle en particulier, on peut mesurer la santé d'une société à la vigueur de sa classe moyenne. Une nation émergente... émerge réellement lorsque cette catégorie apparaît, puis prospère. « L'efficacité économique, la stabilité sociale et la dynamique démocratique dépendent étroitement de la participation de ce groupe intermédiaire à la construction de l'avenir », écrit le jeune sociologue Louis Chauvel dans *Les classes moyennes à la dérive*. Celles-ci constituent en outre, du fait de l'intelligence collective qu'elles manifestent (voir à ce sujet *The Wisdom of Crowds* de James Surowiecki), un solide rempart contre les lubies de toutes sortes qui leur tombent dessus d'en haut...

Or, Louis Chauvel constate encore: « Pour la première fois en période de paix, la situation globale de la jeune génération est moins favorable que celle de ses parents. » En un mot: l'ascenseur social est en panne. C'est une réalité dont est douloureusement consciente la classe moyenne, qui n'a pas qu'une piscine hors terre, un nain de jardin et un barbecue, mais aussi des enfants.

On ne sera pas surpris, alors, qu'elle lutte vigoureusement pour obtenir le droit d'être entendue – vraiment entendue – dans l'arène politique.



Télévision: pubs à volonté dès 2009

serge paquette, collaboration spéciale

DROITS RÉSERVÉS

D'UN CANADA À L'AUTRE

Triste à pleurer

C'est gênant de constater que le psychodrame provoqué par Gilles Duceppe nous intéresse davantage qu'un traité de libre-échange avec l'Inde

SATYA DAS
 ET KEN CHAPMAN
Les auteurs dirigent Cambridge Strategies Inc., groupe-conseil albertain en politique publique.

Après une semaine trépidante consacrée aux affaires en Asie, c'est un véritable plaisir que de prendre place dans la cabine fraîche d'un avion en partance pour le Canada, de caler un grand verre d'eau propre et de se mettre au courant des nouvelles grâce à Radio-Canada.

Le plaisir s'évanouit rapidement. Là, sur l'écran miniature apparaît le visage angoissé de Gilles Duceppe, qui s'explique avec toute la conviction d'un garçon pris à farfouiller dans le cabinet à boissons. Après avoir connu l'atmosphère intense, concentrée, pleine d'énergie de New Delhi et de Hong Kong, cet épisode bouffon de la politique est trop dur à avaler, en particulier lorsque vous volez à 11 kilomètres au-dessus de la mer de Chine.

À New Delhi, des gens sérieux ont voulu savoir comment l'idée d'un accord de libre-échange avec le Canada était accueillie au pays, ce que pensaient les politiciens et le public de ce projet.

C'est avec beaucoup de gêne qu'il a fallu répondre que le traité de libre-échange entre le Canada et l'Inde n'est pas au centre des priorités politiques au Canada. En fait, nous avons été totalement absorbés, ces derniers temps, par les menus détails entourant les gouvernements minoritaires, avec tout le cinéma, digne de l'école secondaire, concernant les jambettes administrées aux chefs de partis. Notre média national, le *Globe and Mail*, n'a même pas fait mention de l'ouverture indienne. Pourquoi se faire du souci quant à la durabilité de notre économie et de notre société à long terme quand il est beaucoup plus facile de nourrir des obsessions à propos de l'étrange psychodrame de M. Duceppe?

Déjà troisième économie mondiale en ce qui a trait au pouvoir d'achat, l'Inde souhaite négocier un libre accès à sa vaste gamme d'occasions économiques. « Nous sommes persuadés que ce serait profitable à la fois à l'Inde et au Canada de travailler à bâtir un partenariat stratégique », indi-

quait en avril dernier devant un public d'affaires torontois R. L. Narayan, le haut-commissaire de l'Inde au Canada.

Immense signification

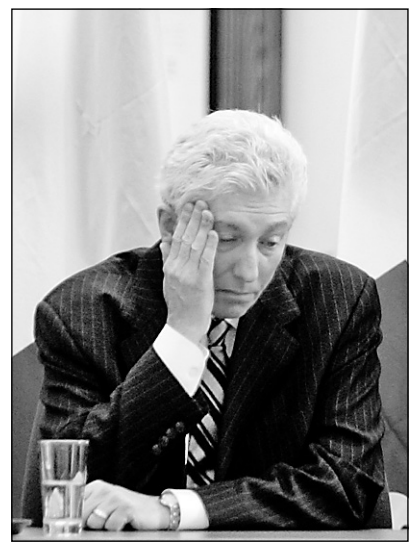
Que l'Inde fasse une telle ouverture au Canada revêt une immense signification. Cela met de nouveau en relief l'attrait et la valeur de l'abondance des ressources naturelles du Canada, son talent humain et sa capacité de bâtir une société civile formée de nombreux groupes forts d'une expérience humaine. L'Inde n'est pas la seule à manifester un tel intérêt. Il y a aussi à l'horizon une proposition de libre-échange avec l'Union européenne. La poursuite de ces occasions requiert une grande focalisation politique.

À cette étape-ci de son histoire, le Canada a l'obligation de s'engager de manière positive à l'échelle mondiale, d'exercer un leadership mondial. Et pourtant, notre classe politique semble tout à fait incapable de même reconnaître cette occasion qui s'offre et encore moins de la saisir.

La combinaison de stabilité politique et d'énormes réserves énergétiques nous met dans une classe à part au sein d'un monde accro à l'économie des hydrocarbures. Cette situation nous impose une formidable respon-

Déjà troisième économie mondiale en ce qui a trait au pouvoir d'achat, l'Inde souhaite négocier un libre accès à sa vaste gamme d'occasions économiques.

sabilité pour mettre en valeur ces ressources d'une manière durable en nous assurant de réduire considérablement nos émissions de gaz à effet de serre. Notre stabilité fera de nous le fournisseur d'énergie de choix du monde. L'Alberta et le Canada ont une occasion en or de vendre de la technologie de capture de carbone et de charbon propre à la Chine et à l'Inde, avant que ces pays ne se lancent dans de vastes projets de production d'électricité alimentés au charbon.

PHOTO CHRIS WATTIE, REUTERS
Gilles Duceppe

Et pourtant, par laisser-faire, nous perdons notre voie sur la planète. Nos politiciens réagissent plutôt que d'être des meneurs sur le plan de l'engagement mondial. C'est une honte, parce que nous avons l'obligation de partager ce qui est le meilleur en nous. Nous pouvons donner l'exemple au monde en montrant comment nous utilisons notre richesse pour faire progresser le bien commun.

Cela nous distinguera des nombreuses économies fondées sur les ressources dont la richesse se retrouve dans les mains d'un petit nombre. Nous avons l'obligation mondiale de montrer qu'investir dans le potentiel de son propre peuple (accès massif à l'éducation, à la santé, à un environnement propre) constitue un meilleur usage de l'énorme richesse que procurent les ressources qui, ailleurs, alimentent guerres et instabilité.

Le premier ministre Stephen Harper a l'intention de se réunir avec les premiers ministres provinciaux avant d'aller au sommet du G-8 en Allemagne où il discutera des positions du Canada et de sa politique en matière de commerce international. Il serait extrêmement utile de se servir de cette réunion pour procéder à un examen complet du leadership du Canada dans le monde.

Qu'en pensez-vous?
 satya@cambridgestrategies.com.

L'arithmétique de la nation



ALAIN DUBUC

adubuc@lapresse.ca

COLLABORATION SPÉCIALE

Le gouvernement Harper veut augmenter le nombre de députés à la Chambre des communes pour corriger la sous-représentation des trois provinces dont la population est en croissance. Le projet de loi C-56 ajouterait ainsi 22 députés aux 308 actuels: 10 pour l'Ontario, sept pour la Colombie-Britannique et cinq pour l'Alberta. Dans un monde normal, ce projet de loi ne susciterait pas de remous, parce qu'il est normal que la répartition des députés soit régulièrement remise à jour pour refléter les mouvements de population et pour que le poids de chaque circonscription soit le plus égal possible à travers le pays.

Mais non. C'est compter sans la mobilisation québécoise. Car dans ce Parlement à 330 députés, le Québec, qui conserverait ses 75 sièges protégés par la Constitution, verrait son poids relatif réduit. Actuellement, le Québec, avec 23,4% de la population, détient 24,35% des sièges. Avec la nouvelle formule, qui s'appliquerait en 2014, cette légère sur-représentation se transformerait en légère sous-représentation, 22,73%.

Et ça, dans la logique du nationalisme québécois traditionnel, c'est inacceptable. Parce que le rapport de force du Québec baisserait à Ottawa. Ou encore, pour les puristes, parce que cette légère érosion trahirait l'esprit du pacte entre les deux nations fondatrices.

Et c'est ainsi que le projet de loi a été dénoncé à Ottawa par le Bloc québécois. Un thème qui a été repris mardi à l'Assemblée nationale par le chef de l'opposition officielle, Mario Dumont. Les libéraux, dans un premier temps, n'ont pas partagé les inquiétudes du chef adéquiste. Mais le lendemain, quand le PQ, montant dans le train, a déposé une motion exigeant le retrait du projet C-56, le parti ministériel a fait volte-face, ce qui a permis l'adoption, dans un bel élan de solidarité, d'une autre de ces motions unanimes.

Cette bataille incarne à merveille le genre de nationalisme dont le Québec devrait s'affranchir, parce qu'on y retrouve tous les éléments d'un nationalisme de perdants. Les références au passé et à une situation du

En s'opposant au projet C-56, l'Assemblée nationale nie un principe qu'elle défend pour elle-même.

XIX^e siècle. Les réflexes défensifs qui amènent les Québécois à se mobiliser, lorsqu'ils craignent une agression canadienne; dans ce cas-ci, comme l'a affirmé le bloquiste Pierre Paquette, parce que le gouvernement Harper «veut marginaliser la nation québécoise». L'espèce de narcissisme qui consiste à tout décoder en termes québécois et à être indifférents aux préoccupations des autres. Et l'immaturité qui consiste à demander au reste du Canada de payer le coût d'une situation dont le Québec est le seul responsable.

Car il n'y a pas de complot. En voulant augmenter le nombre de députés, les conservateurs ne veulent pas marginaliser le Québec, ils veulent donner leur place à des provinces mal représentées. Et ils s'appuient sur un principe fondamental de nos démocraties parlementaires qui consiste à faire en sorte que le vote de chaque citoyen ait la même valeur. C'est ce que le Québec fait en corrigeant sa carte électorale. En s'opposant au projet C-56, l'Assemblée nationale nie un principe qu'elle défend pour elle-même.

Et cela manifeste une indifférence assez légère envers le reste du Canada. Car il y a une réalité mathématique incontournable. Si le Québec se bat pour que son poids relatif ne baisse pas à la Chambre des communes, cela aura pour conséquence que d'autres provinces, par définition, devront accepter d'être sous-représentées.

Bien sûr, si le Québec veut un traitement différent, c'est au nom du statut de nation. Mais il faut également se demander pourquoi le Québec voit ainsi fondre son poids. Ce n'est plus, comme il y a 100 ans, parce que les politiques d'immigration favorisent l'Ouest. La population du Québec baisse parce que les Québécois se reproduisent moins, parce que l'absence de dynamisme économique encourage une migration interprovinciale négative, et parce que le Québec ne réussit pas autant que d'autres régions du Canada à attirer des immigrants. Est-ce la faute du reste du Canada? Non. Ce sont des éléments dont nous sommes responsables. Au lieu de se mobiliser pour demander un traitement d'exception, le Québec devrait se mobiliser pour inverser la tendance.

D'autant plus que cette bataille pour des sièges à la Chambre des communes est un geste symbolique, un outil parfaitement artificiel qui ne bernera personne et qui ne donnera pas au Québec un rapport de force politique s'il continue à perdre du terrain aux plans économique et démographique.

Les symboles ont leurs limites. Dans la vraie vie, le fait de voter massivement le Bloc québécois, en excluant le Québec du pouvoir, fait bien plus pour marginaliser et affaiblir le Québec que quelques sièges de plus ou de moins à la Chambre des communes.

Québécois venus d'Haïti

Culture et langue aidant, ces Haïtiens, devenus depuis des Québécois, se sont mêlés aux «révolutionnaires tranquilles», chacun à sa manière et selon ses talents

SAMUEL PIERRE



Professeur à l'École polytechnique de Montréal, l'auteur est éditeur de l'ouvrage *Ces Québécois venus d'Haïti, qui a été lancé la semaine dernière par les Presses internationales*

Polytechnique.

Si les Haïtiens étaient déjà présents au Québec dès la première moitié du XX^e siècle, notamment pour y entreprendre des études, il a fallu attendre la fin des années 50 et le début des années 60 pour les voir arriver en cohortes successives et nombreuses. Cela peut s'expliquer par la jonction de deux conjonctures: le début des ténèbres d'un côté, et la fin de ce que la malice populaire appelle «la grande noirceur» de l'autre.

En effet, lorsqu'en 1957 s'établit en Haïti un gouvernement qui dérivait vers la dictature, une bonne partie de l'intelligentsia du pays avait senti le besoin, quand elle n'y était pas contrainte, de s'expatrier pour échapper à ce qu'elle n'avait pas réussi à combattre. C'était pour Haïti le crépuscule qui préludait à une longue période de ténèbres. Cela n'est d'ailleurs pas sans lien avec la déstabilisation persistante que connaît le pays depuis maintenant plus de deux décennies.

Pour les citoyens d'origine haïtienne que nous sommes, habitués à mener des luttes souvent sans merci pour conquérir nos droits à l'autodétermination, à l'égalité, à la liberté, à la justice et à la démocratie, l'expérience du Québec à ce chapitre nous apparaît à la fois enrichissante et séduisante. En effet, si l'on fait fi des contextes socio-historiques particuliers dans lesquels ont évolué les deux peuples, la trajectoire poursuivie par le Québec, du début des années 60 à la fin du siècle dernier, constitue une source d'inspiration non seulement pour Haïti, mais aussi pour tous les peuples de la planète en quête de survie collective, d'émancipation et d'épanouissement collectif.

Culture et langue aidant, ces Haïtiens, devenus depuis des Québécois, se sont mêlés aux «révolutionnaires tranquilles», chacun à sa manière et selon ses talents, mais toujours avec un enthousiasme manifeste, dans cette croisade pour changer la vie, pour transformer la société, pour moderniser le Québec. Ainsi, on les a retrouvés, discrets mais non moins efficaces, dans le sillon



Le président haïtien, René Préval, en visite à l'hôtel de ville de Montréal en 2006, est entouré du maire Gérard Tremblay (à droite) et de Marcel Parent (à gauche), du comité exécutif.

des plus éminents promoteurs et réalisateurs de ce vaste chantier de réformes qui a fait du Québec ce qu'il est aujourd'hui. Oui, on les a retrouvés, anonymes et souvent besogneux, dans tous les secteurs de la société et dans toutes les régions du Québec, tentant d'améliorer la vie dont ils n'avaient pas réussi à changer le cours au pays natal. Ils sont devenus aujourd'hui des citoyens à part entière du Québec, et leurs descendants brûlent déjà du désir de parachever l'œuvre collective de tous ces pionniers à qui revient le mérite de l'initiative et l'honneur du travail de défrichage. (...)

Lenvers de la médaille

L'inévitable et lancinante question: et Haïti dans tout cela? Oui, il faut bien se la poser. Voilà un pays qui, par une succession de décisions et de comportements pour le moins malencontreux et liés à une gouvernance dénuée de toute sagesse, s'est départi de ses élites qui ont été vite récupérées, et à bon escient, par une autre société qui en avait bien besoin à un moment de son histoire. Qu'à cela ne tienne! «Le malheur des uns fait le bonheur des autres», diraient certains. Pour courte que soit cette explication, elle ne saurait suffire à apaiser le malaise intérieurisé par ces milliers de professionnels d'origine haïtienne, ayant vécu au Québec et ailleurs, quand ils observent avec un sentiment sinon de frustration

du moins d'impuissance à peine dissimulée l'état de déliquescence dans lequel aujourd'hui se trouve Haïti, leur pays d'origine. D'aucuns éprouvent un certain remords, d'autres une certaine culpabilité pour n'avoir pas su faire ce que tout citoyen est censé faire pour son pays et sa société: travailler à son progrès. (...)

La présence de cette génération d'Haïtiens au Québec, sur le plan strictement individuel j'entends, s'est révélée plutôt une aventure humaine à somme positive, car profitable aux deux parties. Je ne suis toutefois pas convaincu que, sur le plan national, il en est de même pour la relation Haïti-Québec, qui ressemble davantage selon moi à un jeu à somme nulle, avec un gagnant et un perdant qui n'ont pas choisi leur rôle respectif. Et là, en tant que Québécois, nous sommes interpellés.

Le Québec a réussi, par sa Révolution tranquille, à construire une société de modernité, de démocratie, de droit et de solidarité. Comment parvenir à faire tout cela dans un pays dont l'État est dans une telle indigence qu'il n'a même pas les moyens d'assurer l'éducation de base à tous ses enfants? Malheureusement, c'est actuellement la tragédie que vit Haïti et qui l'empêche d'accéder à son tour à la modernité. Oui, Haïti a aujourd'hui un grand besoin du Québec, du Canada et de la communauté des nations à ce chapitre. (...)

POST SCRIPTUM

Souriez, un radar vous surveille...



ppagne@lapresse.ca

PIERRE-PAUL GAGNÉ

Le Québec serait-il sur le point de connaître à nouveau un de ces véhéments débats de société dont il a le secret?

Après les interminables chicanes sur la couleur de la margarine et les heures d'ouverture des commerces, on se souvient tous du débat sur le virage à droite aux feux rouges, qui a duré plusieurs années avant que le gouvernement ne décide de le permettre partout au Québec, sauf dans l'île de Montréal. Qui se plaint aujourd'hui de cette décision? Et pourtant, que de palabres et de prédictions apocalyptiques...

Dans quelques semaines, la Table de la sécurité routière rendra publiques ses recommandations visant à améliorer notre bilan routier. Une des recommandations du rapport pourrait bien porter sur l'installation progressive de radars automatisés sur les routes afin de prendre sur le fait les conducteurs qui dépassent les limites de vitesse.

S'agit-il seulement d'une mesure pour garnir les coffres des pouvoirs publics? La Charte des droits le permet-elle? Si la France et de nombreux autres pays le font, pourquoi pas nous? Voilà un beau débat en perspective, que n'ont pas hésité à lancer de nombreux lecteurs de *La Presse*, en début de semaine, lorsqu'interrogés sur la pertinence de prendre une telle décision.

Il y a d'abord ceux qui s'opposent à la mesure:

> «Il est évident et clair que la plupart des accidents mortels ont lieu sur les routes secondaires. Si on installe des radars automatisés sur les autoroutes, ça ne changera rien. Ce ne sera qu'une taxe supplémentaire sans aucun égard à la sécurité des automobilistes.» (D. Houle)

> «Oh boy! On les voit venir ces radars, installés dans de longues lignes droites sur les autoroutes et les routes principales. Aucun rapport avec les courbes prises trop rapidement ou les dépassements dans des zones où ça frise la folie humaine d'agir ainsi! Finalement, ce sera juste une taxe de plus. Aucun rapport avec la sécurité.» (David Nantel)

> «Quelle perte de temps en perspective! On se prépare à d'interminables procès et à des contestations en vertu de nos chartes pour prouver en cour qui était le conducteur de tel véhicule pris en faute au moment de l'infraction.» (Nicole Vaillancourt)

Ensuite, ceux qui sont d'accord:

> «Enfin les radars! Ce n'est pas une atteinte aux droits et libertés, au contraire. Je prends plutôt cela comme une protection contre les "ti-coues" de la route qui se cachent derrière cet alibi et continuent à se foutre de la sécurité des gens.» (Jacques Martin)

> «Je crois que ce sera une bonne affaire. Il y a assez de mauvais conducteurs irrespectueux des lois de la circulation. Je ne cesse tous les jours d'assister à un lot interminable d'infractions au Code de la route. Alors, oui au radar photo.» (Marguerite Potvin)

> «Si je ne vole rien, pourquoi m'insurger contre les caméras de surveillance dans les magasins? Si je res-

pecte les règlements routiers, je n'aurai jamais de problème avec les radars!» (G. Lachapelle)

Chose certaine, un des principaux reproches que l'on fait aux futurs radars automatisés porte sur les limites de vitesse, que beaucoup de gens trouvent trop basses, particulièrement sur les autoroutes. On serait prêt à dire oui aux radars, mais à condition que les limites soient plus réalistes:

> «Je n'ai aucun problème avec le radar photo, mais au moins, qu'on augmente la limite de vitesse en conséquence! Décarie à 70 km/h, ça n'a pas de sens!» (Carl Codère)

> «Il serait beaucoup plus facile d'accepter l'arrivée des radars au Québec si les limites de vitesse étaient plus "intelligentes", du moins sur les autoroutes où la limite de 100 km/h est ridiculement basse.» (Françoise Décaré)

Voilà donc un beau débat lancé, qui se poursuivra sans doute tout l'été. Et déjà, se pointent ceux qui pensent pouvoir déjouer le système:

> «Il se vend des pellicules transparentes qui se posent sur la plaque d'immatriculation et qui éblouissent l'appareil photo du radar au moment de la saisie d'information. Très faciles à se procurer et peu coûteuses, ces pellicules empêcheront cet abus de pouvoir. J'en serai le premier acheteur.» (Jean-François Boulay)

> «Je peux vous garantir que les premières victimes seront les radars photo eux-mêmes. Nos "chers" artistes de la bonbonne de peinture auront bientôt fait de les rendre inutilisables. Sans compter les conducteurs fautifs qui se "vengeont" sur l'instrument en question. Je suis allé en France, l'an dernier, et un radar photo sur quatre était inutilisable...» (Peter Daniels)

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

LA PRESSE

Radio-Canada

ENCORE PLUS
QUE DU TALENT,
DE L'INTELLIGENCE,
MÊME DU GÉNIE,
L'EXCELLENCE
NAÎT DE L'EFFORT

RETROUVEZ LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE SUR LES ONDES DE RADIO-CANADA

Julie La Rochelle

Noix, arachides, œufs, lait: des aliments communs pour la plupart des gens, mais qui peuvent devenir de violents poisons pour les enfants allergiques. Lorsqu'un enfant est allergique à presque tout ce qui est doux et se mange, les parents ont toutes les raisons de paniquer. Surtout si l'allergie est grave et peut avoir une issue fatale.



PHOTO RÉMI LEMÉE, LAPRESSE ©

« C'est tellement touchant, dit la jeune comédienne, d'entendre que certaines personnes privées toute leur vie peuvent enfin manger des desserts. »

ne voulais plus que mon fils soit mis à l'écart d'une fête d'enfants. Alors j'ai acheté un gros robot culinaire et je me suis lancée. »

Son beau-frère Simon Phaneuf, médecin et homme d'affaires, enthousiasmé par le projet, assure le développement de l'entreprise. Et c'est la chef pâtissière Johanne Chartier, elle aussi emballée par la mission, qui met désormais son talent à contribution.

« On a déjà 30 points de vente, et il s'en ajoute chaque jour », dit-elle. Le besoin est évident : on estime que, au Québec seulement, près de 300 000 personnes souffrent d'allergies alimentaires. Les témoignages affluent de partout, même d'Europe. « C'est tellement touchant, dit la jeune comédienne, d'entendre que certaines personnes privées toute leur vie peuvent enfin manger des desserts. »

Les enfants d'abord

Mais cette aventure exaltante, qui la fait travailler sept jours sur sept, met en sourdine une carrière de comédienne active. « Une entreprise est un travail d'équipe, comme un plateau de cinéma. » Écouter et diriger, rassembler et motiver : voilà qui la met en contact avec des talents nouveaux en elle. « La vie nous emmène ailleurs, quelquefois », dit-elle en souriant.

Charles-Antoine aura 5 ans cet été. Sa mère, toujours inquiète, peut toutefois respirer un peu mieux à l'approche de son entrée en maternelle, en septembre. Elle sait qu'il connaît bien sa maladie, qu'il se protège lui-même et qu'il aura à l'avenir, dans toutes les occasions de festoyer, un gâteau que les autres enfants partageront avec lui et trouveront délicieux! Heureusement, le deuxième garçon de la famille, Elliot, ne souffre pas d'allergies.

Julie La Rochelle reprendra certainement son travail de comédienne un jour ou l'autre puisque c'est une passion qui l'anime depuis qu'elle est toute petite. Née à Québec, fille unique d'un père fonctionnaire et d'une mère enseignante, elle a appris très tôt la valeur du partage. « Ma mère, c'est la bonté sur deux pattes! Mon père donnerait sa vie pour moi. » Tout cet amour rejaille aujourd'hui dans sa nouvelle mission.

À quoi consacre-t-elle sa créativité? « À rejoindre le plus grand nombre possible d'enfants. J'ai de très belles idées à réaliser sous peu », ajoute-t-elle.

Et au moins une chose la comble actuellement sur cette nouvelle voie, qui vaut peut-être plus qu'un Oscar: « Je sens que j'apporte du bonheur! »

ANNE RICHER

Julie La Rochelle était infiniment triste de devoir priver son petit garçon de toutes ces gâteries qu'on appelle gâteaux d'anniversaire, desserts, muffins et biscuits.

La maman de Charles-Antoine a décidé d'agir : elle a mis sur pied une entreprise, Aliments Ange-Gardien, qui clame bien haut qu'il peut y avoir du bonheur sur la table des allergiques.

Julie La Rochelle est comédienne, mais elle est devenue femme d'affaires par amour. Son entreprise fabrique des desserts sans produits allergènes. Ils sont si bons et si attrayants que tout le monde en mange, y compris ceux qui ne souffrent pas d'allergies. L'Association des gens d'affaires de la ville de Boucherville vient d'ailleurs de lui décerner la Bourse de la jeune entreprise de l'année.

Pour souligner sa détermination, *La Presse* et Radio-Canada ont choisi Julie La Rochelle Personnalité de la semaine.

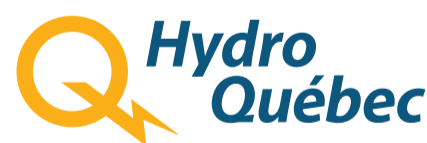
Tout passe par elle

Les personnes allergiques peuvent avoir

une confiance aveugle en ses produits. On lui marcherait sur le corps plutôt que de franchir la porte de son entreprise avec un paquet de noix dans le sac à main. Les règles sont très strictes pour éviter le risque de contamination croisée.

Les desserts sont préparés, scellés et congelés dans une boulangerie spécialisée consacrée uniquement à leur fabrication. Les fournisseurs sont constamment contrôlés : Julie La Rochelle demande systématiquement des analyses de laboratoire. En activité depuis le mois d'avril seulement, l'entreprise attend sous peu sa certification CAC (Contrôle allergène certifié), mise en place par l'Association québécoise des allergies alimentaires afin de combler les lacunes de la réglementation sur l'étiquetage.

C'est d'abord elle qui s'est installée en cuisine, chez elle, pour expérimenter des recettes. « Mon conjoint et moi, on adore cuisiner. On est des vrais chefs. Avec le handicap de Charles-Antoine, il a fallu redéfinir toute notre alimentation, ce qui nous a permis de découvrir d'autres cuisines, orientales notamment. On ne trouvait rien d'intéressant sur le marché quant aux desserts. Et je



RETROUVEZ LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE LA PRESSE/RADIO-CANADA

À RADIO-CANADA

AUJOURD'HUI
RDI EN DIRECT

Avec Louis Lemieux

VENDREDI, SAMÉDI ET DIMANCHE DÈS 6h

ENTREVUE AVEC LA PERSONNALITÉ: 9h40



RDI
SOURCE D'INFORMATION



DEMAIN MATIN

C'EST BIEN MEILLEUR LE MATIN

Avec René Homier-Roy

DU LUNDI AU VENDREDI 5h À 9h

ENTREVUE AVEC LA PERSONNALITÉ: 6h40



PREMIÈRE CHAÎNE